Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

L'Éducation permanente est notre quotidien
la formation notre spécialité.

CONTACT :
Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles
Tél. : 02.246.38.41-43 • Fax : 02.246.38.25
Courriel : communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Cécile BURDOT, Sophie COSME, France HUART (coordination), Zoé MAUS, Florence MOUSSIAUX, Coline OLIVIER, Christine STEINBACH, Simon THERER, Nicole TINANT

SECRÉTARIAT : Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Malika BORBOUSE, Cécile BURDOT, Marie CARLIER, France HUART, Coline OLIVIER, Christine STEINBACH, Jennifer VAN DRIESSCHE, Noémie WINANDY, Nicole TINANT

PHOTOS : Elsa KBAIER et Stéphanie BAUDOT

MISE EN PAGE : Elsa KBAIER

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02,246 38 25
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITRICE RESPONSABLE : Christine STEINBACH – Chaussée de Haecht, 579 1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100 % recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. *L'Esperluette* du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be

Avec le soutien de FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES CULTURE.BE

ÉDITORIAL

Quand le rire est acte de résistance 3

ANALYSE

L'humour, un acte de langage comme les autres ? 4
Humour et politique, est-ce que ça fait bon ménage ? 6
Quand l'humour parle à l'action collective : quelques expériences 8
L'humour : un outil de contre-pouvoir en éducation permanente 10

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Démocratie et néolibéralisme, réflexion critique 12
Un Escape Game pour se dépolluer des idées d'Extrême droite.. 14
Super Maria prend votre santé à cœur 15
Le désastre climatique n'est plus une perspective : il est en cours.... 15
Exiger de vraies solutions pour l'Est du Congo 16
Les centres d'archives privées, une situation alarmante 16
Cyclo-choco solidaire 17
100 Years in action des JOC et JOCI 18

EN RÉGIONS

Un festival de cinéma social dans l'Est du Brabant wallon : regard dans le rétroviseur 19
Le Musée du Capitalisme à Liège 24

EN BREF

Quand la détresse est partout : liens entre précarité et santé mentale 24

DATES À ÉPINGLER 27

FICHE PÉDAGOGIQUE

La participation en question

Christine STEINBACH ◆ Directrice du CIEP-ISCO communautaire

Quand le rire est acte de résistance

Ce 9 novembre 1943, à la veille du 25e anniversaire de l'armistice, la Belgique vit sous occupation nazie. Le journal *Le Soir* accaparé par l'occupant ne parlera certainement pas de cet événement : seules les infos sensées rassurer la population et des articles de propagande sur le Reich « de mille ans », les bienfaits de l'Ordre nouveau sont publiées. Pourtant, ce 9 novembre vers 15 h 30, alors que les premiers journaux sont déposés dans les kiosques, quelque chose d'étrange se passe : un premier client ouvre de grands yeux en ouvrant son exemplaire et se met à rire. Bientôt, ce rire se propage dans les rues, les cafés, les logements... à Bruxelles, puis en Wallonie. Bientôt, les aubettes sont prises d'assaut, tout le monde veut un exemplaire de ce journal qui ne ressemble pas du tout à l'ordinaire. Et pour cause : il s'agit d'un faux « *Soir* », un bijou d'humour et un immense pied de nez à l'occupant. Les rubriques correspondent au journal habituel, mais tout est détourné. Du côté des Petites annonces : « *Peau de l'URSS vendue trop tôt, toujours disponible chez A. Hitler, Bliztkriegsallee, Berchtesgaden* » ; Article de fond : « *… à la défense élastique allemande, Staline et ses généraux n'ont réussi qu'à opposer des attaques sans trêve et sans merci. Il faut avouer que cette manière soviétique de conduire la guerre, si elle entraîne certes des avantages substantiels, est d'une monotonie désespérante pour tout critique militaire digne de ce nom* » [1]. Agenda des films, encarts publicitaires… rien n'échappe aux plumes sarcastiques qui tournent en ridicule l'oppresseur nazi liberticide.

Cet acte de résistance pacifique fut l'œuvre du Front de l'Indépendance avec la participation et le soutien de quelques journalistes, d'un imprimeur, de cafés qui stockeront les 50.000 exemplaires destinés aux kiosques, et de dizaines de coursier·ères, citoyen·nes ordinaires, qui les y porteront à leurs risques et périls. La force symbolique de ce faux *Soir* n'échappa pas à Hitler, d'autant que 20.000 exemplaires circulèrent en Europe occupée. Il fut ordonné de trouver les coupables. Vingt et une personnes seront arrêtées et cinq des responsables mourront dans les camps de concentration.

Les temps d'aujourd'hui sont ceux du trouble et de l'incertitude, de la montée des extrêmes droites et du retour de politiques d'austérité dont on sait pourtant, par l'histoire, tout le mal qu'elles font. Nous devons renforcer et renouveler nos pratiques de résistance, nos pédagogies, nos façons de faire du lien social, notre esprit critique... Pour cela, l'humour est un outil bien utile, comme vous le découvrirez dans ce numéro de *L'Esperluette*.

Haut les rires !

1. En novembre 1943, le 3e Reich est en recul en URSS, après son échec à Koursk et ne prend plus d'initiative offensive.

Reportage Et

SATIRE VERS LE HAUT

Marie CARLIER ◆ IACCHOS (CIRTES et CRIDIS) – UCLouvain

L'humour, un acte de langage comme les autres ?

L'humour divise. Il fait régulièrement parler de lui dans les médias quand une blague a été jugée exagérée et les conséquences pour l'humoriste peuvent être sérieuses. Le licenciement de l'humoriste Guillaume Meurice par France Inter en est un exemple récent frappant. L'humour rassemble aussi. On a toutes et tous des souvenirs d'amitiés forgées sur les bancs de l'école liés à des anecdotes humoristiques que l'on se remémore avec plaisir de nombreuses années plus tard. Qu'entend-on exactement par humour ? Peut-il se définir ? Quelles en sont les limites ?

Les caractéristiques de l'humour

Les chercheurs et chercheuses ayant étudié l'humour ont bien du mal à s'entendre sur une définition précise. Pour certain·es, ce serait même mission impossible, tandis que pour d'autres, il est un terme générique regroupant des concepts tels que l'ironie ou le mot d'esprit [1]. L'humour ne passe pas seulement par le langage. Il repose également sur une série d'indices paralinguistiques et prosodiques (les gestes, le ton de la voix, le sourire,...) pour lui permettre de se réaliser. L'humour peut même se passer totalement de paroles.

Dans tous les cas, il se définit toujours par rapport au **contexte de son énonciation**. Sorti de celui-ci, il perd souvent son sens, voire son caractère humoristique. Ce contexte est à comprendre de deux manières : aux niveaux micro et macro. Le premier est celui de l'énonciation : les mots qui précèdent et suivent l'humour. Le macro, celui des contours plus généraux de la situation : les circonstances, les personnes en présence, la référence à une situation antérieure,... Ce sont tous ces éléments pris en compte qui feront que l'humour fonctionne, ou non. Qu'il sera évalué par l'audience comme étant de l'humour, ou pas.

En rapport avec le contexte plus large, plusieurs dimensions clés peuvent expliquer la réussite d'une blague : les normes sociales en vigueur, les valeurs de l'audience, ainsi que la relation entretenue avec cette dernière. Concernant la norme, l'effet s'explique par le fait que l'humour s'appuie sur elle pour s'en écarter. Il rappelle son existence et existe en contradiction avec celle-ci. D'où l'importance de d'abord connaitre le système de référence. Ces trois dimensions expliquent pourquoi faire de l'humour avec des personnes que l'on vient de rencontrer est toujours risqué : la possibilité d'erreurs d'interprétation est d'autant plus grande lorsqu'on ne connait pas ou peu la personne en face [2].

Le propre de l'humour est d'entretenir une certaine confusion sur l'opinion de l'énonciateur·rice de la blague : il ou elle peut toujours se cacher derrière un « *C'était pour rire !* ». En sociolinguistique, c'est ce qu'on appelle la rétractabilité ou le désengagement [3]. Le fait de pouvoir nier le contenu sérieux d'un acte humoristique. Cette rétractabilité empêche de pouvoir répondre sérieusement à l'humour [4], sous peine d'être pris·e pour quelqu'un qui n'a pas de sens de l'humour (et souvent, la cible de cette terrible accusation est : une femme) [5].

Derrière cette critique de ne pas savoir rire se trouve une explication : les pratiques langagières humoristiques sont genrées, tout comme elles sont le reflet du milieu, de la culture, dans lesquels nous naviguons, en d'autres mots : de notre classe sociale [6]. En effet, il y a un peu de « *Dis-moi de quoi tu ris, je te dirai qui tu es* ». Les professions et cultures ont leurs blagues standardisées, leurs cibles préférées : les Français·es se moquent souvent des Belges par exemple, et on leur rend bien la pareille. On ne rit pas des mêmes choses que l'on soit policier·ère, professeur·e ou consultant·e IT.

Pour quelles fonctions sociales ?

Bien qu'il comporte des risques, l'humour peut cependant être très utile au quotidien et il serait dommage de s'en passer. Tout d'abord et c'est bien sa première fonction : il nous fait rire. Il permet de générer de l'amusement et à travers cet amusement, il contribue à la cohésion de groupe. Les « private jokes », par exemple, renforcent cette cohésion en faisant référence à des souvenirs communs.

On attribue toute une série d'autres fonctions à l'humour : désamorcer les conflits, prendre du recul, servir d'exutoire dans des moments difficiles, permettre de penser des réalités alternatives, se mettre en avant,... Dans tous les cas, une distinction intéressante peut être faite : celle entre humour positif et humour négatif, ainsi que leurs conséquences. L'humour positif serait alors bénin pour les locuteur·rices et pour l'audience, tandis que l'humour négatif attaquerait l'autre, diminuerait son image [7].

Cet humour positif remplit alors d'autres fonctions dans la communication[8]. En communiquant un message sans le faire de manière explicite, il adoucit l'interaction, évite la confrontation directe. Il permet aussi de transmettre sa propre opinion et d'indiquer à l'autre qu'on désire changer de sujet de discussion.

1. Dans les processus d'apprentissage

Au sein de processus d'apprentissage, l'humour peut également être un outil bénéfique, aussi bien pour l'enseignant·e que pour les apprenant·es. Il sert de liant entre enseignant·e et étudiant·es, et met en place un environnement émotionnel positif en créant une ambiance détendue. Des études ont montré qu'utiliser l'humour dans ses enseignements peut augmenter l'intérêt pour la matière et aider à sa rétention ainsi qu'inciter à penser différemment[9].

Pour atteindre ces objectifs, il faut que l'humour soit suffisamment bref pour ne pas prendre le dessus sur l'enseignement. Tous les types d'humour n'ont pas le même effet : l'humour peut consister en l'utilisation de supports humoristiques pour illustrer la matière différemment (vidéos, *memes*,...), mais il fonctionnera mieux s'il s'agit de touches d'humour spontané liées aux échanges en cours, ce qui montre que l'enseignant·e est attentif·ve à sa classe[10].

2. Et dans l'action collective

L'humour n'est pas seulement utile dans un cadre pédagogique. Dans l'action collective, il remplit également plusieurs fonctions. Tout d'abord, et comme pour tout autre collectif, il aide à la cohésion d'équipe, en créant un sentiment d'appartenance et en aidant à l'intégration de ses membres[11].

Ensuite, l'humour peut aider à la sensibilisation. Une étude[12] a montré qu'une exposition à l'humour (et plus spécifiquement, l'humour subversif, tel que la satire) pouvait avoir des effets positifs sur la lutte contre le sexisme et les discriminations, en sensibilisant les personnes à l'origine peu impliquées dans les luttes féministes. Comment ? En poussant à la réflexion et à l'action. Ici, en montrant l'absurdité du sexisme, il favorise l'assimilation du message sérieux derrière le message humoristique, augmente la perception d'injustice que l'humour s'emploie à dénoncer, tout en questionnant les stéréotypes existants.

D'autres recherches ont montré que la satire peut influencer les émotions négatives envers un parti politique, ce qui peut à son tour impacter indirectement la participation politique[13]. Une étude américaine a d'ailleurs démontré que l'exposition à des émissions de télévision utilisant la comédie satirique augmente la participation politique des téléspectateur·rices[14].

Par ailleurs, l'humour attire l'attention. Les mobilisations sociales se servant de l'humour dans leurs communications ont tendance à toucher une plus large audience et à recevoir l'attention des médias (notamment, les slogans humoristiques lors de manifestations, qui attirent le regard). Cet effet positif, par rapport à des manières de communiquer plus sérieuses, peut s'expliquer par le fait que les critiques paraissent moins menaçantes quand elles sont faites à travers l'humour.

En transmettant un message de manière percutante, l'humour peut servir de véritable arme dans la communication. À ce sujet, l'historienne Marjolein Hart a étudié l'humour utilisé par les participant·es de différents mouvements et protestations sociales à travers le temps[15]. Un des premiers exemples de protestations utilisant l'humour, intervient lors de carnavals au cours desquels les hiérarchies sociales disparaissent et la critique est permise. Les masques protègent l'identité des participant·es[16].

Mais à utiliser avec parcimonie

En fin de compte, malgré les nombreux avantages que procure une communication faite avec humour, il est important de rappeler que cela ne concerne pas tous les types d'humour. L'humour n'est pas sans risque, surtout sorti de son contexte d'énonciation. Celui-ci impacte par ailleurs la réception d'une blague. Il faut donc toujours veiller à bien connaitre son audience. Si cette dernière est très diversifiée, il est possible qu'il exclue plutôt qu'inclure, qu'il divise au lieu de rassembler[17].

1. Conal CONDREN, « Mapping the contours of humour: reflections on recent introductory studies », *The European Journal of Humour Research*, 2021, vol. 9, n°3, pp. 151-161.
2. Janet HOLMES, Meredith MARRA, M., Stephanie SCHNURR, *Discourse & Communication*, 2007, vol. 1/4, pp. 433-451 (en ligne) DOI : 10.1177/1750481307082207
3. Salvatore ATTARDO, « Humor in Language », *Oxford Research Encyclopedia of Linguistics, mars 2017 (en ligne) DOI: 10.1093/acrefore/9780199384655.013.342*
4. Giselinde KUIPERS, *Good Humor, Bad Taste. A Sociology of the joke*, De Gruyter, 2006.
5. Janet HOLMES et Meredith MARRA, «Relational Practice in the Workplace : Women's Talk or Gendered Discourse? », *Language in Society*, 2004, vol. 33, n° 3, pp. 377-398.
6. Giselinde KUIPERS, *op. cit.*
7. Jessica MESMER-MAGNUS, David J. GLEW et Chockalingam VISWESVARAN, «A meta-analysis of positive humor in the workplace », *Journal of Managerial Psychology, 2012*, Vol. 27, n°2 (en ligne) https://doi.org/10.1108/02683941211199554
8. Salvatore ATTARDO, *op. cit.*
9. Randy GARNER, « Pedagogy », In Salvatore ATTARDO, *Encyclopedia of Humor studies*, 2014, pp. 558-560.
10. Randy GARNER, *op. cit.*
11. Eric ROMERO et Anthony PESCOSOLIDO, « Humor and group effectiveness », *Human Relations*, 2008, vol. 61, n° 3, pp. 395-417 (en ligne) DOI : 10.1177/0018726708088999
12. Andres-R. RIQUELME, Hugo CARRETERO-DIOS, Jesus L. MEGÍAS et Monica ROMERO-SANCHEZ, «Joking for Gender Equality: Subversive Humor Against Sexism Motivates Collective Action in Men and Women with Weaker Feminist Identity», *Sex Roles*, 2021, n° 84, pp. 1–13 (en ligne) https://doi.org/10.1007/s11199-020-01154-w
13. Hoon LEE et Nojin KWAK, «The Affect Effect of Political Satire: Sarcastic Humor, Negative Emotions, and Political Participation», *Mass Communication and Society*, 2014, vol.17, n° 3, pp. 307–328 (en ligne) https://doi.org/10.1080/15205436.2014.891133
14. ANES cité par Hoon LEE et Nojin KWAK, *op. cit.*
15. Marjolein 't HART, « Humour and Social Protest: An Introduction », *International Review of Social History*, 2007, n°52, p. 1–20 (en ligne) www.jstor.org/stable/26405479
16. AKHTIN cité par Marjolein «t HART, *op. cit.*
17. Marjolein 't HART, *op. cit.*

POUR EN SAVOIR PLUS...

- Laure FLANDRIN, *Le rire. Enquête sur la plus socialisée de toutes nos émotions*, Paris, La découverte, 2021.
- Giselinde KUIPERS, *Good Humor, Bad Taste. A Sociology of the joke*, De Gruyter, 2006.
- Marc LORIOL (dir.), « L'humour au travail », *Les Mondes du Travail*, n° 13, juin 2013.
- Mederic GASQUET-CYRUS, *Pratiques et représentations de l'humour verbal. Étude sociolinguistique du cas marseillais*, Thèse de doctorat Université Aix-Marseille 1, 2004.

Coline OLIVIER ◆ CIEP communautaire

Humour et politique, est-ce que ça fait bon ménage ?

Aujourd'hui, l'humour a une place importante dans notre quotidien culturel. La comédie et le rire sont présents partout : films, séries, spectacles de stand up,... Le stand up et les comedy clubs fleurissent en Belgique, avec un intérêt du public de plus en plus grand pour ce type de spectacle vivant. Est-ce toutefois possible d'allier humour et discours engagés ? Peut-on rire de discriminations, de discours haineux ? Est-ce que l'humour peut aussi faire modifier notre regard, transformer les choses, planter des petites graines de changement et faire réfléchir aux enjeux actuels de la société ?

Pour répondre à ces questions, nous avons rencontré Farah, humoriste belge. Ancienne employée de banque travaillant dans le marketing, c'est par hasard qu'elle devient humoriste. Son humour noir l'amène à traiter de sujets engagés, notamment des discriminations sexistes et du féminisme : « *Il n'y a pas un moment où je me suis dit : je vais devenir une artiste engagée. Depuis toujours, j'ai un côté très engagé. Je fais des manifestations depuis que je suis petite. Ça a toujours été là. J'ai une conscience politique depuis toujours. Quand j'ai commencé à faire des chroniques humoristiques sur Snooze (RTBF), c'est là où je me suis rendu compte que j'aimais écrire sur l'actualité, la politique. Comme il fallait faire des chroniques toutes les semaines, c'était logique. C'est venu naturellement. Aujourd'hui, ça fait partie de mon ADN artistique* ».

Son inspiration trouve sa source dans le quotidien. Ce qui fait rire les gens, c'est quand ils se voient dans ce qui est écrit. On reconnait les situations vécues quotidiennement. Même si les situations sont poussées à l'absurde, il y a quelque chose qui nous connecte à l'autre, à l'humoriste sur scène. « *Quand on fait de l'humour, au début, on te dit de parler de soi. Mais quand on s'appelle Farah et qu'on est une femme, ça devient forcément politique de parler de soi et de monter sur scène. D'ailleurs, toute personne qui est victime de discrimination, lorsqu'elle monte sur scène ou quand elle prend la parole sur les réseaux sociaux, c'est politique. Le fait de dire qu'elle existe, c'est politique* ».

Par contre, la réaction du public face à l'humour est différente en fonction du lieu, sur les réseaux sociaux ou sur une scène. Les humoristes utilisent surtout les réseaux sociaux pour se faire connaitre et créer une communauté autour de leur spectacle, mais bien souvent l'algorithme des réseaux sociaux cache les contenus engagés. Le processus de l'algorithme aboutit à proposer des contenus sur les fils d'actualité des followers de l'artiste, en suggestion dans les fils d'actualité des autres ou en premier résultat lors d'une recherche de certains mots sur les réseaux sociaux. Plusieurs influenceur·ses engagé·es ont dénoncé un processus de « shadow ban » (bannissement caché, en français) qui consiste à faire disparaitre certains comptes lors de recherches, n'apparaissant plus dans les fils d'actualité, même de leurs followers, sans prévenir de leur bannissement le et la créateur·rice de contenu. La plupart des profils bannis sont ceux dont les contenus se montrent engagés (plutôt à gauche, ne nous le cachons pas !). Par exemple, au lendemain de l'investiture de Trump, il n'était plus possible de faire de recherches avec le hashtag « democrat » sur instagram pendant plusieurs heures, comme si celui-ci était bloqué. Un message d'erreur s'affichait à la suite de toute recherche : un incident selon Meta, entreprise qui possède Instagram, propriété de Mark Zuckerberg.

Afin de contrer ces algorithmes, les créateur·rices de ces contenus ont trouvé des stratégies, comme par exemple, ces jeunes filles américaines qui ont développé un moyen de les tromper : tout en se filmant en train de se maquiller dans le style d'un tutoriel, elles parlent de contenus engagés. Les algorithmes reconnaissent le caractère plus léger de la vidéo et autorisent leur diffusion alors que le discours est militant.

Pour les humoristes, les réseaux sociaux constituent autant un paradis qu'un enfer. En effet, pour Farah, « *Il y a deux univers qui sont en train de se créer : la scène et les réseaux sociaux. La scène devient l'espace de liberté absolue. Non pas qu'on puisse dire n'importe quoi sur scène mais les gens écoutent, respectent le propos, même s'ils ne sont pas d'accord. Il y a même des échanges; ce qui est en train de disparaitre de manière très inquiétante sur les réseaux sociaux. Sur les réseaux sociaux, c'est compliqué pour les humoristes engagés. D'un côté, il y a l'algorithme et puis, il y a une autre manière de s'adresser aux gens, qu'on ne retrouve pas dans la vraie vie. Il y a une violence plus facile. Aujourd'hui, lorsqu'on prend la parole sur un sujet engagé, on est critiqué juste parce qu'on prend la parole. C'est comme si les gens nous disaient : faites-nous rire, mais pas penser. Et si on défend des idées un peu humanistes, alors, on est critiqué pour faire de la propagande woke*[1] ».

Les humoristes engagé·es, un contre-pouvoir ?

Lors de la préparation de son spectacle, Farah ne pense ni aux spectateur·rices, ni à leurs réactions, ni à ce qui va être dit sur elle, mais bien au message qu'elle porte : « *J'ai plusieurs lignes directrices dans ce que j'ai envie de parler. J'ai un style d'humour noir. Je vais là où ça fait mal. Mes questions sont : est-ce que c'est pertinent ? Est-ce que ça sert le propos ? Si je fais une vanne violente, qu'est-ce que je veux dire derrière ? Est-ce que ça va servir ? Je ne ris pas contre quelqu'un ou avec quelqu'un. Si je ris d'un poli-*

ticien ou d'une idéologie, je n'ai aucun problème à rire contre mais si j'aborde des sujets queers, anti-racistes, féministes, moi aussi je suis le produit de la société. J'ai intégré, comme toute le monde, des mécanismes. En tant qu'artiste, je me déconstruis d'année en année. C'est un travail constant. »

La réaction du public peut être étonnante : « *Une fois, après un spectacle ou un plateau, un couple vient me voir et me dit qu'ils sont des partisans d'Eric Zemmour* (Extrême droite française). *Je ne sais pas ce qu'ils faisaient là… Ils m'ont dit que ce que je disais sur lui était juste malgré leur soutien. On ne va pas faire changer d'avis quelqu'un sur une heure de spectacle. On a besoin de digérer les infos. C'est un processus. Moi, si j'ai semé une petite graine ou si quelqu'un vient me voir et me dit, je ne suis pas d'accord avec vous mais c'est intéressant votre point de vue, j'ai déjà réussi mon taf. Par le rire, c'est la meilleure porte d'entrée sur des sujets délicats. Quand on a fait rire quelqu'un, les gens sont plus à l'écoute. Dans un débat, on va rester braqué. Les humoristes, nous représentons un grand contre-pouvoir*».

C'est ce qu'a aussi compris le Collectif *Les sous-entendues* qui organise des soirées stand-up avec des personnes FINTA (Femmes, personnes Intersexes, personnes Non-Binaires, personnes Trans ou Agenre), avec comme objectif de les visibiliser. Pour *Les sous-entendues*, « *l'humour, c'est politique et par l'humour, on a envie de militer dans la joie. Avant le COVID, on allait à des soirées stand-up. Ce n'était que des hommes blancs. Et il y avait beaucoup de sexisme à travers les blagues. On avait envie de visibiliser autre chose, une autre forme d'humour*».

Le public est au rendez-vous : « *Le public fait preuve d'ouverture. Au début, on avait un public convaincu. Et les gens disaient que ça faisait du bien de, pour une fois, ne pas se sentir opprimé·es par les blagues. Autant, pour le public et pour les gens sur scène, c'était un bon moment. Maintenant, nous sommes programmées dans d'autres lieux. Notre public, c'est plutôt un public LGBTQIA+. Mais dans ces nouveaux lieux, on touche un public plus hétéro. Et on se rend compte qu'on a plus d'hommes. Et ils reviennent et ils reviennent dans d'autres lieux. On a fait une soirée au cabaret Mademoiselle, qui est un lieu qui représente plutôt la communauté LGBTQIA+ et là, nous étions impressionnées de voir des hommes cis, plus âgés. Les femmes sont à l'initiative, mais les hommes viennent et reviennent. Et ça amène le débat après le spectacle. On a l'impression qu'ils se rendent compte qu'on peut faire de l'humour sans oppresser les personnes FINTA.* »

Lors des soirées, le Collectif fait attention au choix des artistes en faisant signer une charte aux artistes qui montent sur scène. Celle-ci précise l'engagement des artistes s'ils et elles sont programmé·es dans les soirées. Le Collectif se tient à leur disposition s'il y a des doutes sur certains sketchs. Dans l'organisation, le Collectif dispose de sa propre charte et refuse, par exemple, de faire une programmation 100% blanche. Il doit y avoir au minimum une scène intersectionnelle à 50%. Il s'assure de proposer un cadre bienveillant et safe tant pour les artistes que pour le public. « *On a eu des artistes un peu stressé·es par la charte. Mais, nous, on est là dans un cadre bienveillant. On peut tous et toutes faire des erreurs et on est tous et toutes en déconstruction. On est là pour discuter et pour apprendre ensemble.* »

En conclusion

Terminer cet article par une note d'humour serait compliqué pour l'autrice, qui est aussi bonne humoriste que Georges-Louis Bouchez un manifestant kéké, buvant une carapils. On pourrait mentionner le point Desproges, ce moment, où lors d'une conversation sur l'humour, quelqu'un va sortir la célèbre phrase de Pierre Desproges « *On peut rire de tout mais pas avec tout le monde* », afin de marquer son autorité.

Cet article va se conclure par une invitation à penser à l'utilisation de l'humour sur des sujets engagés comme une petite graine à plante, qui va germer pour aller vers un changement et une réflexion critique.

1. Le Woke (« éveillé ») désigne initialement le fait d'être conscient·e des problèmes liés à la justice sociale et à l'égalité raciale, mais progressivement il s'est propagé à toutes les luttes contre les discriminations jusqu'à devenir péjoratif, signifiant dogmatique et intolérant.

Pour suivre sur les réseaux sociaux ces humoristes : farah_ humoriste et Les Sous entendues sur facebook et instagram

Reportage &

Malika BORBOUSE ◆ FEC-CSC Diversité

Quand l'humour parle à l'action collective : quelques expériences[1]

L'humour est souvent perçu comme un simple outil de divertissement. Face aux dures réalités du monde du travail et des luttes sociales, il peut se transformer en redoutable stratégie pour connecter les gens et les mobiliser. Finement utilisé, il permet de dénoncer de façon subtile des réalités sociales injustes et de susciter l'envie de résister ensemble. Bien sûr, il doit être parfaitement calibré, car il peut rapidement se transformer en éléphant dans un magasin de porcelaine et choquer un public au lieu de le rallier à sa cause. Blaguer, c'est tout un art et pour se montrer percutant·e mais consensuel·le, il faut programmer ses déplacements aussi précisément qu'un·e équilibriste sur son fil.

La force de l'humour est de ne pas tomber dans une communication moralisatrice, qui nous coupe de nos interlocuteur·rices. L'humour offre un espace de respiration. Une blague bien placée lors d'une assemblée, un slogan drôle percutant sur une banderole ou un dessin humoristique lors d'une manifestation ou dans un tract, une parodie de chanson captent plus facilement l'attention des médias et du grand public, maintiennent une dynamique positive et évitent la démobilisation. Lors des manifestations, les pancartes qui attirent le regard ne sont pas celles qui énoncent platement les faits. Par exemple « *Arizona, on n'en veut pas* » est moins parlant que « *Arizona : qui s'y frotte s'y pique* » avec le dessin d'un cactus agressif. L'humour facilite la communication des revendications, offre une image dynamique et engagée aux causes.

Un collectif qui rit ensemble est un collectif soudé. L'humour facilite la convivialité et la complicité entre militant·es, renforçant ainsi la cohésion du groupe. C'est pourquoi de plus en plus souvent, des ateliers « panneaux » et « chants de lutte » sont organisés en amont des manifestations. La créativité est puissante pour impacter les esprits. Au plus les panneaux sont colorés, beaux, sarcastiques ou rigolos, au plus ils seront remarqués.

Dans des contextes difficiles, l'humour devient une arme de résilience face aux épreuves : on passe un bon moment, on prend du recul sur les situations difficiles, mais on se sent davantage réceptif au message sous-jacent. A contrario, si la communication nous assène ce qui est bien ou mal comme des vérités évidentes, cela nous donne la sensation d'être infantilisé·es. Le positionnement de l'humour est plutôt transversal et horizontal au lieu d'être ascendant et dominant. Plutôt que dire « *Être raciste, c'est mal !* », on utilise des voies détournées qui s'avèrent au final plus efficaces et percutantes. Concrètement, comment l'humour peut-il être intégré dans les luttes collectives pour renforcer l'impact des revendications ? Comment peut-il dynamiser la mobilisation pour combattre l'oppression sous une forme subversive et accessible ?

L'humour avec les Travailleur·ses sans emploi (TSE)

Le projet de pièce de théâtre « *Ta gueule et cherche !* » a rassemblé des dizaines de demandeur·ses d'emploi. Tout d'abord, il·elles ont échangé sur leurs réalités, listé les situations vécues/subies, et y ont ajouté du cocasse pour en faire une pièce de théâtre. Dès le début, il était question de dénoncer, tout en légèreté : la thématique étant plutôt pesante, il était essentiel de l'alléger avec de l'humour pour éviter de plomber les spectateur·rices et les perdre. L'effet cathartique était recherché, avec une reprise de confiance en soi au travers de cette expérience collective et surtout, la sensibilisation d'un maximum de personnes au calvaire que peut représenter cette période particulièrement compliquée dans une vie. Être sans emploi, c'est se sentir inutile à la société et se culpabiliser d'être un·e « profiteur·se », voire un·e « parasite » du système, avec comme conséquence une spirale négative où les contrôles et la culpabilité détériorent la confiance en soi en éloignant encore davantage de l'emploi. Cette pièce de théâtre comprenait des séquences chantées, des moments sérieux et des passages amusants et drôles.

… pour sensibiliser à la diversité

Un Flash info alternant des séquences sérieuses et des moments potaches a été créé pour lutter contre les discriminations au travail : en pleine antenne, le présentateur du journal télévisé sort du cadre préétabli et est rappelé à l'ordre. Par exemple, il dénonce l'homophobie de certains employeurs et demande à sa collègue technicienne de le rejoindre sur le plateau pour déclarer que, même si elle est homosexuelle, il la défendra en cas de traitement homophobe de la hiérarchie. Pour lui, c'est une évidence puisqu'elle vit avec une femme, même s'il s'agit de sa coloc'. En réaction, il la repousse en dehors du cadre visuel, faignant de ne pas la croire et adressant un regard dédaigneux aux téléspectateur·rices. Ces vidéos poursuivent trois missions : informer sur l'existence du service Diversité qui lutte contre les discriminations au travail ; mettre en lumière les incohérences de notre système discriminatoire et garder en haleine les téléspectateur·rices, qui attendent la prochaine sortie de route du présentateur.

S'inspirant du concept de vidéo créée par l'ONG italienne CEFA Onlus, le Service Diversité s'est aussi penché sur les stéréotypes dans le travail. La technique choisie ici est de se faire passer pour des éléphants dans un magasin de porcelaine. Excepté que ce ne sont pas les oppresseur·ses qui jouent les éléphants, mais bien les oppressé·es qui sont face caméra ! Voici un exemple d'une situation : *Tang, cuisinier asiatique, se présente en affirmant, sourire aux lèvres, qu'il est occupé à cuisiner du chien, du chat et du pangolin ! Il fait allusion au stéréotype selon lequel le Covid serait la responsa-*

bilité des Asiatiques. D'autres profils se succèdent dans la vidéo[2], incarnant des préjugés (femme enceinte, homosexuel·le,...). Ensuite, les personnages de la vidéo rient à pleins poumons des idioties qu'ils viennent de lâcher et d'incarner. Ces rires communicatifs entrainent ceux des spectateur·rices et ainsi, nous sommes tou·tes connecté·es dans une sorte de bulle de convivialité. Dans la seconde partie de la vidéo, les acteur·rices reviennent au sérieux et rappellent combien la Belgique est riche de ses multitudes de différences et de sa diversité de langues, d'origines, de couleurs, de croyances et d'histoires de vie. Pourtant, face aux préjugés, nous nous taisons ; face à la bêtise humaine, nous nous faisons petit·es : il est impératif que la gêne change de camp ; il faut réagir et marquer clairement son désaccord face aux propos emplis de préjugés. La vidéo accroche par l'humour et par sa légèreté initiale pour ensuite, faire passer un message plus profond, qui secoue et émeut. Si l'équipe Diversité avait pris le parti de directement l'introduire par son versant profond, renversant et émouvant, le risque de rebuter d'emblée les spectateur·rices aurait été grand. Avec un sujet sensible et clivant, l'humour offre un espace plus convivial, où la dynamique est abordée de manière positive.

Un *Escape game* sur l'extrême droite utilisant l'humour

Créé en 2023 par le service Diversité de la CSC, l'*Escape game Extrême droite* est un autre outil recourant à l'humour. À la fois ludique et percutante, cette animation immersive de sensibilisation aux dangers de l'extrême droite prend la forme d'un escape game. Accueilli·es par les animateur·rices du jeu en tenue antitoxique et portant des masques à gaz, les participant·es sont informé·es de leur infection au virus de l'extrême droite et doivent se faire dépolluer en passant des épreuves. L'objectif poursuivi est divers : apprendre par le jeu, la collaboration et l'échange, par le mouvement, les couleurs, les textures et les émotions.

L'Escape game étant impressionnant (nombre important de participants·es, son organisation, ses déguisements, les voix modifiées, ses épreuves, etc.), il était nécessaire de glisser des moments de respiration pour détendre l'atmosphère. L'accueil se fait avec une voix modifiée-robotisée déconcertante qui accueille, lâche quelques phrases cocasses pour dédramatiser et donner un côté décalé à ce moment solennel : « *Mesdames et Messieurs, veuillez entrer dans la salle dans le calme. Installez-vous en priorité sur les sièges situés au centre et non sur les côtés. Ne bloquez pas l'accès aux autres participants. Il est important que tous les postérieurs trouvent leur place dans cette salle. Car chaque popotin est important et doit être accueilli dignement. Soyez rassurés, si vos hôtes sont harnachés comme des cosmonautes colorés, mais avec une sale tronche, ce n'est en rien lié au retour du Covid. Sachez également qu'ils ont déjà mangé et qu'ils ne feront preuve d'aucune agressivité à votre égard. Au contraire, ils sont là pour vous aider. Un sandwich décontaminé vous sera peut-être administré pour reprendre des forces à mi-parcours.* » À plusieurs reprises, la voix joue un rôle de soupape de décompression, opposant la gravité de son ton et ses propos décalés. Derrière cette voix et ses touches d'humour éparpillées, se cache un jeu particulièrement impactant. Il arrive que les gens pleurent à la lecture de témoignages de migrant·es. Les propos des dirigeant·es politiques d'extrême droite sont particulièrement choquants et interpellant : sexistes, racistes, inhumains. L'équilibre avec les moments plus légers est salvateur pour que les participant·es ne soient pas abattu·es à la fin des épreuves.

Les limites et défis de l'humour dans les actions collectives

L'humour militant ne doit pas exclure ou blesser les personnes qu'il cherche à mobiliser. Trop agressif ou mal ciblé, il peut diviser au lieu de rassembler. Il est donc important que les blagues restent accessibles et compréhensibles pour ne pas marginaliser certains publics. Par ailleurs, l'humour peut être récupéré ou déformé par les médias ou par les représentant·es politiques. Une action humoristique doit donc s'accompagner d'une communication claire, courte et percutante pour éviter les raccourcis qui décrédibiliseraient la cause. Avec le portrait dressé par Georges Louis Bouchez des manifestant·es et des syndicalistes présents à Bruxelles le 13 février 2025 à la manifestation nationale, « d*es Kékés, Carapils à la main, foutant le feu à la rue* », les syndicats sont bien conscients que la moindre zone floue sera récupérée pour discréditer leurs propos.

L'humour est aussi un outil puissant pour l'action syndicale et militante. Il permet de rassembler, de mobiliser et de résister avec intelligence et créativité. Au-delà de la cohésion interne, il constitue une stratégie de lutte face aux puissants, permet de ridiculiser les adversaires et de mettre en lumière les incohérences des discours dominants, tout en éveillant les consciences. À travers les slogans, les caricatures, le théâtre ou encore la satire, il offre une arme efficace pour dénoncer les injustices, interpeller l'opinion publique, critiquer la classe patronale ou le gouvernement. Dans un monde où les luttes sociales sont parfois difficiles et éprouvantes, l'humour apporte une force supplémentaire : celle de ne jamais perdre la joie de lutter ensemble.

« *Ne prenez pas la vie trop au sérieux, de toute façon, vous n'en sortirez pas vivant.* » (Bernard Fontenelle). Alors, continuons de revendiquer, de manifester et de rire ensemble. Une satire bien pensée peut être plus tranchante qu'un discours, et l'humour reste une arme plus noble pour résister que tous les fusils sur cette terre.

1. Notamment les projet menés à la CSC de Dinant pour les TSE, puis à la Cellule Diversité de la FEC.
2. www.youtube.com/watch?v=Mh_oVvIWTq0&t=6s

POUR EN SAVOIR PLUS...

Florence MOUSSIAUX, « Quand l'humour soutient l'action collective », *L'Esperluette*, n° 118, octobre-décembre 2023 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/FPedEsper118.pdf

L'Escape Game du service Diversité la CSC a reçu le 20 mars l'un des trois prix gagnants de la 15e édition du prix de la société civile du Comité économique et social européen (CESE). Félicitations !

France HUART ◆ CIEP communautaire

L'humour : un outil de contre-pouvoir en éducation permanente

Depuis quelques dizaines d'années et dans un contexte de plus en plus pollué d'informations et d'intox venant de tous horizons, les associations en Éducation permanente et les mouvements sociaux se sont emparés de l'humour pour communiquer ; que ce soit pour faire passer leurs arguments, convaincre un large public pas nécessairement militant, mais aussi pour attirer l'attention, créer de la connivence et prendre une certaine distance face aux enjeux sociétaux. On retrouve dès lors de l'humour dans des manifestations, des activités, des actions de sensibilisation ou encore dans des campagnes sur des problématiques sociales, économiques, culturelles, environnementales ou ciblant une discrimination.

Le CIEP a notamment développé deux campagnes menées en recourant à l'humour pour faire passer son message. Par exemple, ce fut notamment le cas en 2022-2023 pour la campagne exigeant la suppression du statut de cohabitant·e [1]. Qualifiée par certain·es spectateur·rices de « *spectacle décoiffant et revendicatif pour réfléchir* », la pièce de théâtre-action *Cohabicata* réalisée par la compagnie Makatronik Théâtre (anciennement Théâtre Croquemitaine) a circulé en Wallonie pour dénoncer, avec une mise en scène hilarante, la vie quotidienne surréaliste des demandeur·ses d'emploi classifié·es « chefs de ménage ou isolés » par la réglementation ONEM. L'histoire: Berny, jeune styliste vient de terminer ses études et est obligé de vivre chez sa mère. Il fait l'expérience des injustices liées au statut de cohabitant. « *La troupe de comédien·nes parvient avec beaucoup d'humour et d'ironie à montrer l'absurdité du système et à traiter les situations dramatiques vécues au quotidien par les cohabitant·es ; ce qui allège la lourdeur d'explication de ces situations et accroit d'autant plus la prise de conscience des spectateur·rices. Ce qui pourrait apparaitre à certains moments comme de la caricature ne reflète pourtant que la triste réalité d'un système de contrôle visant à l'exclusion du chômage* » [2].

Quelques années plus tôt, en 2017, pour leur campagne commune autour de la sécurité sociale *Investissez dans les paradis sociaux !*, les Équipes populaires et le CIEP créent un jeu vidéo en ligne *Sécu Wars : pourriez-vous survivre dans un monde sans sécurité sociale ?*. Il projette les joueur·ses en 2060 dans un monde sans sécurité sociale et leur permet d'expérimenter leur degré de résistance face aux difficultés de la vie. De quoi nous donner le frisson tout en nous amusant. Le message de cette campagne est in fine d'affirmer que l'avenir de l'humanité réside dans un investissement dans les « paradis sociaux » solidaires et justes, et non dans la jungle des « paradis fiscaux » égoïstes et inégalitaires.

Recourir à l'humour pour…

À de nombreuses reprises, le mouvement d'éducation permanente des Équipes populaires (EP) a eu recours à l'humour pour leur campagne ou dans leurs actions menées au niveau communautaire et régional. Leur objectif est de faire passer des messages face à une problématique sociale et/ou de proposer une critique d'un système, d'une idéologie qui engendre des inégalités. Au niveau communautaire, les procédés utilisés par les animateur·rices sont bien souvent la caricature qui déforme une réalité, une personne ou une idéologie soit en accentuant les traits, soit en détournant les propos.

En 2015, pour *Démasquer les mots qui mentent*, les militant·es des EP portent de longs nez dans l'espace public en référence à Pinocchio : il·elles se moquent ainsi des politicien·nes qui utilisent la langue de bois. Cette campagne pointe le langage néolibéral utilisé pour justifier les mesures qui aggravent les inégalités sociales. En parallèle, un *Dictionnaire des mots qui mentent* est publié autour des « *mots qu'on utilise couramment sans se rendre compte qu'ils ont été contaminés depuis tellement d'années par l'idéologie néo-libérale galopante* ». Il propose avec une dose d'humour trois types de définitions : une néo-libérale, une progressiste et la dernière souvent loufoque ou décalée.

Il en est de même lorsque les EP dénoncent les discours populistes en apparence séduisants mais dangereux, dans leur campagne de vigilance *Soupe populiste : gavage simpliste*. Deux vidéos décalées sont réalisées, dont une émission culinaire présentée par deux célèbres blogueuses Jeannine et Nicole, qui proposent la recette de la soupe populiste avec des ingrédients : « *la marée de réfugiés, l'absence de nuance, Tous pourris, un bon petit peuple, etc* ». Voici leur message : « *Le populisme, c'est comme boire une soupe en sachet et faire un bad trip. On est tout excité·e par le packaging hyper appétissant. Mais quand on ouvre le sachet … c'est la déception, de la poudre aux yeux … Trop tard ! On a déjà acheté la marchandise. N'avalons pas n'importe quoi !* »

Théâtre-action et humour, un duo qui fait bon ménage

Pour certain·es régionales des Équipes populaires, notamment de Verviers, de Comines-Warneton et de Namur, le théâtre-action est un excellent moyen de travailler une thématique avec des militant·es et la mettre en scène pour dénoncer des situations de discriminations vécues individuellement et collectivement.

À Namur, Laurent Quoibion, animateur, a pendant de nombreuses années, travaillé avec la Compagnie Buissonnière et Bruno Hesbois pour dénoncer, avec des militant·es devenus acteurs ou actrices, les inégalités subies par les classes populaires.

Qui se souvient de *L'impossible dressage des ramiers*[3] qui, en 2015, dénonçait avec beaucoup d'humour les dérives de l'activation des chômeur·ses. Si comme le disent certain·es, les chômeur·ses sont des assisté·es et des profiteur·ses, il faut à tout prix les pousser vers l'emploi … et de n'importe quelle manière. Alors, pourquoi pas un grand tirage au sort pour obtenir « ce job plus que parfait » ? Cette grande loterie pour chômeurs volontaires nous plonge dans l'absurdité des séances de formation et de coaching sensées augmenter l'« employabilité » d'hommes et de femmes. Sur scène, une archéologue, une ménagère, un agriculteur, un syndicaliste, un anarchiste et une accidentée du travail se rencontrent en formation. Des échanges drôles et interpellants émergent autour de leur parcours de vie, leurs valeurs, leurs rêves et leur enthousiasme (ou pas) pour la formule de coaching. Ces personnages questionnent l'identité acquise par le travail. Pendant deux ans, sept citoyen·nes ont ainsi imaginé ce spectacle à partir de « savoirs chauds » tirés de leur vécu personnel et de « savoirs froids » apportés d'expériences extérieures collectées lors de rencontres et débats sur le travail. Une troupe de théâtre amateur *Les copeaux d'abord* est née de cette expérience.

Depuis, de nombreuses autres pièces ont vu le jour et l'animateur s'est formé aux techniques de théâtre-action qu'il utilise pour mettre en lumière le vécu des militant·es et leurs réflexions sur les problématiques sociétales, notamment à Ciney, où un groupe de militant·es se réunit certains lundis soirs pour travailler et s'exprimer autour de la douleur. Les ateliers des *Confits de Canard* se déroulent dans l'humour, un élément important pour des participant·es qui passent par diverses déprimes. Le résultat est de l'humour sur scène entremêlé de moments d'émotions, de rêves et de cauchemars, pour s'exprimer et dénoncer.

Pourquoi les acteur·rices ont-il·elles eu recours à l'humour pour exprimer leur vécu, surtout lorsqu'il·elles abordent des thématiques douloureuses et pénibles ? Interrogé·es, leurs témoignages sont assez éloquents : « *Pour pouvoir dédramatiser toute une série de situations qui suscitent pas mal d'émotions, car à la base, c'est pas cool, c'est plein de sentiments négatifs : ressentiment, tristesse, nervosité, tout ce que tu veux en matière de négatif. L'humour permet aussi de faire un travail sur soi, pour pouvoir un peu guérir finalement des choses dont on parle et qui sont dures. Ici, on parle de la médecine, mais cela pourrait être n'importe quoi. Il y a des gens qui perdent leur logement. Il y a des gens qui perdent leur boulot. Enfin, on a tous des pertes à un moment donné* » ; « *Sinon, les gens s'ennuieraient un peu. Les gens vont sortir déprimés. Ils n'auront que du négatif* » ; « *Dédramatiser et en rire, c'est un travail pour nous parce qu'on a vécu tout cela ; pour aller de l'avant et offrir cela aux gens en face, ça permet d'aborder les choses sous un autre angle et pouvoir en discuter, parce qu'on en rigole justement. Ce dont on rigole, on peut en discuter. Ce dont on ne sait pas rire, on ne sait pas en discuter. En général, les gens sont beaucoup plus obtus, plus fermés ; beaucoup plus difficile de discuter d'un sujet avec quelqu'un quand c'est un truc sérieux* » ; « *En réunion de famille, lorsqu'on parle de sujets pas cools comme la politique, en général, c'est jamais marrant. Mais une fois qu'on commence à partir sur un truc débile, d'un coup les gens se détendent et ça va mieux. On peut alors faire passer des messages plus facilement par l'humour* » ; « *Et avec l'humour aussi, on peut faire de tout avec humour. C'est naturel et c'est parti. On rigole. Comme disait un comédien que j'apprécie beaucoup, Stan Laurel : « Comique un jour, comique toujours. »* ; « *Pour moi l'humour, c'est très important car grâce à lui tu sais te décaler de tout. Tu peux aller au plus profond de toi-même pour essayer de trouver cette petite étincelle qui est en toi. Et parfois, ça surgit n'importe où* ».

Des effets positifs apparaissent à plusieurs niveaux pour les membres des *Confits de canards*, tant au niveau individuel que groupal, au niveau mental et physique : « *On a besoin d'humour. Car sans rire, on peut difficilement avancer et voir les choses positivement. On en a besoin en fait, sinon on déprimerait* » ; « *Il y a une chose qui s'est améliorée grâce au théâtre : mon moral va mieux. Je broie beaucoup moins du noir* » ; « *Le fait d'être dans une collectivité, de créer ensemble, de partir des énergies, des émotions et du vécu de chacun ; je trouve cela assez fabuleux de partir de chaque personne et ensemble, on crée une pièce et tout ce qui se passe autour de cette pièce* » ; « *Ce qui est bien aussi ; c'est que lorsque tu arrives ici, tu oublies tout le reste* » ; « *Venir aux réunions les lundis sont des occasions de créer une bulle. Tu n'as pas souvent l'occasion de créer une bulle. Tu es dans ta routine, dans tes trucs. Et puis là, tu sors complètement. Tu crées ta bulle. Tu es dans ton monde. Nous sommes dans notre monde. On ne fait plus attention ni aux autres, ni à soi. C'est un exercice théâtral de faire ressortir ses émotions, de parler de ce qu'il se passe* » ; « *(…) le fait de faire du théâtre, c'est comme être dans un autre monde. C'est vraiment un partage. Et par rapport aux valeurs habituelles qu'on nous serine, ça change déjà beaucoup. On vient ici, c'est une bulle. C'est un univers à toi, une bulle où on respire* ».

1. *L'Esperluette*, n° 114-octobre-décembre 2022 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2022/Esper114.pdf
2. Isabelle LALOY et Michel RENARD, « Cohabicata, un spectacle décoiffant et revendicatif pour réfléchir ! », *L'Esperluette*, décembre 2023, n° 118, pp. 14-15.
3. http://lesramiers.blogspot.com/

Reportage &

Cécile BURDOT ◆ CIEP communautaire

Démocratie et néolibéralisme, réflexion critique[1]

Libéralisme : liberté VS égalité

Critiquant l'opposition dressée entre liberté et égalité, Christophe Pebarthe rejette cette dichotomie: liberté et égalité ne sont pas opposées. La liberté, en tant que droit universel, implique une forme d'égalité entre les individus. Cela conteste les thèses libérales et l'idée que les valeurs libérales (associées à la droite) et les valeurs égalitaires (associées à la gauche) doivent être opposées. Selon lui, le libéralisme économique et le libéralisme politique sont intrinsèquement liés, il n'y a pas de réelle distinction entre les deux.

Pour les libéraux, l'individualisme et la liberté de choix, en particulier dans le domaine économique, sont essentiels. Le libéralisme accepte la démocratie représentative, mais d'une manière qui favorise l'individualisme et minimise l'intervention de l'État. Le libéralisme postule que le système de démocratie représentative est compatible avec un modèle économique où chaque individu poursuit ses propres intérêts, et que c'est de cette somme d'intérêts privés que découle l'intérêt général. Moins l'État intervient, mieux la société fonctionne en somme. C'est pourquoi le libéralisme préconise par exemple une faible taxation, qui garantirait la liberté individuelle d'utiliser son argent comme il·elle l'entend. Le libéralisme figure un système où l'individu est priorisé et l'intervention de l'État minorée ; ce qui peut mener à des inégalités et soulève des questions quant à l'équité et la justice sociale.

Le libéralisme et les corps intermédiaires

Barbara Stiegler présente l'idée libérale fondamentale selon laquelle les corps intermédiaires (les groupes d'intérêts, les associations, les syndicats, etc.) jouent un rôle clé dans la régulation de la société. Dans *De l'esprit des lois*, Montesquieu prône la séparation des pouvoirs et l'importance des groupes intermédiaires dans la structuration de la société. Cependant, Barbara Stiegler pointe le détournement de cette pensée par les libéraux pour critiquer la démocratie (notamment en France). Selon leur vision, le peuple (souverain démocratique) représente une forme d'absolutisme moderne et l'interdiction de la tyrannie monarchique est remplacée par un danger potentiellement tyrannique, exercé par le peuple lui-même. C'est dans ce contexte que les libéraux·ales invoquent les corps intermédiaires et défendent l'idée que ces groupes sont nécessaires pour éviter une concentration trop grande de pouvoirs, mais que leur utilisation est parfois contreproductive pour la démocratie, car elle masque une critique des structures démocratiques au profit d'une vision plus individualiste et décentralisée. Il y aurait danger d'une instrumentalisation des corps intermédiaires par le discours libéral pour affaiblir les principes démocratiques. Selon Barbara Stiegler, les libéraux·ales argumentent ainsi contre l'idée d'une démocratie directe ou d'un pouvoir populaire, en plaidant que le pouvoir doit être nuancé par des groupes d'intérêts variés pour éviter un « tyran » majoritaire et défendent un système où le pouvoir est fragmenté, ce qui peut devenir une arme contre la démocratie elle-même.

Démocratie et capitalisme

L'échange entre les intervenant·es et les animateur·rices CIEP a soulevé des questions sur la relation entre démocratie, néolibéralisme et le conflit inhérent au système économique capitaliste. En effet, dans ce système, il existe des intérêts privés qui entrent en conflit avec l'intérêt général. Cette conflictualité est inhérente à la structure même de la société, où les propriétaires d'entreprises et les travailleur·ses ont des intérêts divergents. C'est une réalité qu'il s'agirait d'admettre plutôt que d'essayer de l'atténuer ou de la lisser. Barbara Stiegler critique le néolibéralisme à travers la pensée de Walter Lippmann (1889-1974)[2] qui redéfinit le libéralisme après la crise de 1929. Cet intellectuel américain conçoit la démocratie non pas comme le gouvernement du peuple, mais comme un système où les élu·es, conseillé·es par des expert·es, fabriquent le consentement populaire. Cette vision est qualifiée de « démagogie néolibérale », car les intérêts du marché et la mondialisation priment sur la volonté populaire.

Pour Ch. Pebarthe, la démocratie ne peut exister sans un « demos », enn tant qu'un ensemble de personnes unies par des intérêts communs. Il évoque l'importance historique de la Révolution française, qui a permis au peuple de devenir un acteur de l'histoire. Cette nouvelle conception du peuple a conduit à des réactions diverses, comme le nationalisme et le socialisme, qui ont cherché à redéfinir ce que cela signifie être un groupe au sein d'une société. Il a abordé la manière dont le libéralisme a été critiqué pour ne pas tenir compte des inégalités sociales croissantes. Le rapport *Le tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les manufactures de coton, de laine et de soie* du médecin français Louis Villermé (1840)[3] a mis en évidence le paradoxe d'un progrès économique qui s'accompagne d'une pauvreté croissante. En réponse à cette réalité et sur cette base, les mouvements ouvriers et les critiques du système ont émergé.

Le socialisme et l'intérêt général

Pour les deux intervenant·es, le socialisme non marxiste cherche à établir une vision cohérente de la société permettant de discuter de l'intérêt général. Il est possible de reconnaitre l'existence d'un intérêt général tout en tenant

compte des différences de classe. La création de la sécurité sociale en France est un exemple concret où l'intérêt général a été réalisé à travers une lutte collective, reconnaissant les intérêts variés des différentes classes sociales.

Démocratie représentative/ Démocratie directe

Un des animateurs CIEP a mis en avant que la démocratie représentative a été conçue pour maintenir une forme de gouvernance qui n'est pas réellement démocratique, car elle implique que seul·es quelques représentant·es prennent des décisions pour un grand nombre. Ce qui soulève leur légitimité à agir au nom de l'ensemble du peuple. Christophe Pebarthe interroge aussi la possibilité qu'une petite élite puisse définir l'intérêt général pour la population. Pour lui, l'intérêt général devrait émerger d'une délibération collective plutôt que d'être imposé par un petit groupe.

La peur que suscite l'idée de confier le pouvoir au peuple, en particulier lorsque l'on pense aux décisions potentiellement impopulaires ou contraires aux intérêts des élites, est évoquée. Cela a conduit à la création d'un système qui protège les intérêts des puissant·es plutôt que ceux du peuple. Pour B. Stiegler, les expert·es, bien que précieux·ses pour apporter des connaissances, ne peuvent pas déterminer seul·es ce qui est le mieux pour la société, comme l'ilustre l'épidémie de COVID-19, pour laquelle aucune personne ne pouvait prédire ou décider des meilleures mesures à prendre sans consultation collective[4].

Sentiment croissant de désillusion vis-à-vis de la démocratie représentative

Certain·es animateur·rices témoignent d'un ras-le-bol et d'un dégout de la politique, exprimés notamment par les participant·es dans les animations et ateliers ; sentiments exacerbés par la méfiance ressentie envers les représentant·es politiques déconnecté·es de la réalité des citoyen·nes. Malgré cette méfiance, il est crucial d'aller voter et d'encourager aussi leurs publics à le faire ; les résultats électoraux ayant un impact direct sur la vie quotidienne de tous et toutes. Un gouvernement de droite ou d'extrême droite peut avoir des conséquences néfastes sur la population, et s'abstenir de voter ne ferait qu'aggraver la situation. Pour ces animateur·rices, il est essentiel de rassembler les gens autour d'un projet commun et de faire (re)connaitre le combat historique pour le droit de vote. Leur propre méfiance/dégout/ras-le-bol les place dans une situation de tension, met à mal leurs convictions et le sens de leur action.

En tant qu'enseignante, B.Stiegler interroge la colère des jeunes vis-à-vis du système électoral. Son public est certes différent de ceux du CIEP, mais leurs frustrations face à des problèmes sociaux (pauvreté et logement par exemple), sont des points communs. Elle insiste sur l'importance de ne pas minimiser cette colère qui doit être explorée de manière critique : la critique radicale du système démocratique est nécessaire et les animateur·rices doivent encourager le développement d'un esprit critique sans craindre les conséquences d'être en porte-à-faux avec son institution. Pour Ch. Pebarthe, la critique de la démocratie représentative ne doit pas mener à l'abstention : le non-vote est une solution individuelle à un problème collectif et le système politique ne se préoccupe guère de l'abstention croissante. Il appelle à une prise de conscience de la part des citoyen·nes et à un examen critique des actions des élu·es une fois en fonction : il est essentiel d'affronter la déception face aux politiques menées par celles et ceux qui sont élu·es, car cela contribue à la méfiance envers le système démocratique.

Des idées à creuser

Dans l'ensemble, les interventions de la journée ont illustré le débat complexe sur la démocratie représentative, la participation citoyenne et la manière de réagir face à un système perçu comme défaillant. Les intervenant·es ont mis en avant la nécessité d'un engagement critique tout en étant conscient·es des enjeux politiques réels qui affectent la vie des individus.

Les échanges ont aussi mis en lumière des réflexions profondes sur la notion de démocratie à travers l'histoire, en particulier dans le contexte de la Révolution française et du système politique américain.

Voici quelques points clés à retenir :

– *L'oubli de la démocratie* : Francis Dupuis-Deri met en évidence la disparition pendant près de 2000, ans après la chute d'Athènes, du terme « démocratie », et cela malgré la persistance des pratiques démocratiques, notamment dans les communes au Moyen Âge. Cette idée questionne la continuité historique de la démocratie et son évolution.

– *Critique des pères fondateurs* : Francis Dupuis-Deri et B. Stiegler s'accordent sur la mise en place par les pères fondateurs américains, d'un système qui, bien que nommé « démocratique », était en réalité antidémocratique. Ils craignaient un gouvernement direct par le peuple qu'ils jugeaient incompétent, et ont favorisé un gouvernement représentatif.

– *Une vision plurielle de la Révolution* : contrairement à une lecture marxiste qui pourrait la réduire à une lutte entre bourgeoisie et aristocratie, B. Stiegler insiste sur la complexité du mouvement révolutionnaire, impliquant une multitude de groupes sociaux et des dynamiques démocratiques. En effet, la Révolution française a vu une irruption significative du peuple, qui est devenu un acteur majeur dans la transformation sociale et politique[5].

– *L'importance de la participation populaire* : les exemples des « sans-culottes »[6] et des « assemblées d'assemblées » montrent l'importance de la participation directe du peuple dans la prise de décision, ce qui constitue un moment crucial de démocratie directe dans l'histoire.

En guise de conclusion

L'idée centrale portée par les deux intervenant·es français·es est que pour faire face aux défis contemporains, il est impératif de favoriser la délibération collective et de reconnaitre que le peuple, en tant que groupe, dispose d'une meilleure capacité à déterminer l'intérêt général que des individus isolés ou des petits groupes. Il et elle pointent les limi-

tations de la démocratie représentative et les dangers d'une gouvernance autoritaire. Les tensions historiques autour de la définition et de l'application de la démocratie ont également été mises en lumière, tout en appelant à une réévaluation des événements historiques et des figures qui les ont façonnés.

Les échanges ont révélé une tension entre les différentes visions de la démocratie dans un contexte néolibéral, notamment autour des notions de liberté, d'égalité et de démocratie. La question de savoir comment construire une société qui reconnait les intérêts divergents tout en cherchant un intérêt général reste finalement ouverte.

1. Suite de l'article *Ceci n'est pas une démocratie – réflexions sur nos pratiques* paru dans *L'Esperluette*, n° 122, liée aux interventions de Christophe Pebarthe et Barbara Stiegler dans la journée InterCIEP du 18 avril 2024.
2. Walter Lippmann a popularisé le terme de «guerre froide» employé pour la première fois en 1947 et en 1922, l'expression «fabrique du consentement». (https://fr.wikipedia.org/wiki/Walter_Lippmann)
3. Louis Villermé est considéré comme le concepteur de la médecine du travail en France. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Louis_Ren%C3%A9_Villerm%C3%A9)
4. Lire ce propos Barbara STIEGLER, *De la démocratie en Pandémie. Santé, recherche et éducation*, Paris, Gallimard, 2021 (Collection Tracts, n° 23).
5. Voir Georges LEFEBVRE, *Quatre-vingt-neuf*, Paris, Éditions sociales, 2023.
6. Les sans-culottes sont des révolutionnaires issu·es des classes populaires urbaines et défenseur·ses d'une République égalitaire. Jugé·es comme «radicaux», il·elles prônent la démocratie directe (https://fr.wikipedia.org/wiki/Sans-culottes).

Reportage &

Un Escape Game pour se dépolluer des idées d'Extrême droite

Les partis d'extrême droite gagnent du terrain dans le monde, en Europe et en Belgique. Ils sont bien décidés à écraser tout ce qui pourrait faire barrage à leur projet dévastateur, consistant à plonger l'ensemble de notre société dans un capitalisme redoutable. Ce qui nous pend au nez, c'est la fin de notre démocratie, soit de toutes nos libertés.

Venez lever un coin du voile sur la supercherie de l'extrême-droite avec une animation ludique et percutante.

Dates : 22 avril 2025 et 14 octobre 2025. La journée commence **à 9 h** et se termine à **16 h.** Fermeture définitive des portes à **9 h 28.**
Lieu : Centre de formation de Bouge : Chaussée de Louvain, 510 5004 Bouge
Inscription : https://forms.office.com/e/tmAf5yT8fu
Contact : Malika Borbouse CSC-Diversité **Mail :** malika.borbouse@acv-csc.be

Super Maria prend votre santé à cœur

Pour la journée internationale des droits des femmes du 8 mars 2025, la campagne des Femmes-CSC *Super Maria prend votre santé à cœur*, met en lumière le bien-être et la santé des femmes au travail. Quel est l'impact du travail sur la santé des femmes ? et de la santé des femmes au travail ? Ces questions rarement posées sont fondamentales !

Environ 500.000 malades de longue durée sont en Belgique : les femmes, les personnes à faible niveau d'éducation et celles à faible revenu sont les plus touchées. Les femmes représentent 60 % des malades de longue durée. Les situations d'inégalités et de précarité sociale et économique jouent beaucoup dans les causes de cette proportion. Être (quasi) seule responsable des tâches domestiques et familiales à la maison, a un impact direct sur la santé des femmes et leur possibilité de tenir au travail. Selon l'INAMI, *«le fait que les femmes assument, plus que les hommes, des tâches de soins, ménagères, d'éducation peut objectiver l'augmentation proportionnellement plus importante du taux d'invalidité chez les femmes»*. Sciensano pointe aussi que *«la conciliation des rôles multiples et les pressions sociétales font partie des facteurs de stress qui contribuent à l'anxiété et à la dépression»*. L'activité professionnelle impacte différemment Les hommes que les femmes. S'ils sont davantage exposés aux charges lourdes et aux risques physiques, le travail des femmes implique des positions douloureuses et fatigantes.

Réalisé par les Femmes CSC, **un dossier pédagogique** met le focus sur des problématiques pour informer et outiller: la pénibilité non reconnue du travail féminin ; Les impacts sur la santé des travailleuses et sur leur carrière du travail de nuit, posté et d'une trop grande flexibilité ; Les tabous liés aux traitements contre l'infertilité, les règles et la ménopause ; L'impact de la maternité sur la santé au travail; Les maladies d'origine professionnelle ; La prévention genrée.

www.lacsc.be/docs/default-source/acv-csc-docsitemap/3980-actualiteit-actualite/3985-campagnes--campagnes/8-mars/dossier-p-dagogique-2025.pdf?sfvrsn=d00d7f86_1

Le désastre climatique n'est plus une perspective : il est en cours

Des phénomènes climatiques qui s'emballent à la disparition d'espèces animales et végétales, en passant par l'appauvrissement des sols et des nappes phréatiques, la terre devient de moins en moins habitable et tout le vivant en souffre. Les solutions promises par les technologies et les injonctions faites aux citoyen·nes de modifier leurs comportements ne suffiront pas. C'est le système économique dominant qui est à repenser : nous devons quitter l'idée que la « nature » est un puits de ressources que l'humain peut s'accaparer à l'infini. L'humain, lui-même traité comme une ressource exploitable par les classes possédantes, fait partie de l'ensemble du vivant à défendre. C'est à partir des territoires où ils et elles vivent et travaillent que les humains peuvent inventer des solutions, fabriquer une écologie à partir de leurs pratiques et réalité, pour changer le système prédateur. Ces questions seront traitées lors de la Semaine sociale.

Dates : les 16 et 17 avril prochains
Lieu : CEME à Dampremy-Charleroi
Site : semainesociale.be

Jennifer VAN DRIESSCHE ◆ WSM

Exiger de vraies solutions pour l'Est du Congo

Depuis janvier 2025, nos regards sont rivés sur l'Est du Congo, avec l'avancée du groupe rebelle M23, soutenu par le régime rwandais, les nombreuses victimes et les déplacements de populations. WSM, MC-LCM, CSC-ACV, MOC et Beweging.net soutiennent l'appel lancé aux décideurs politiques belges et à la communauté internationale pour un engagement à mettre fin à la violence, fournir l'aide humanitaire nécessaire et responsabiliser les acteurs et auteurs des violences. Depuis 30 ans, les guerres et la violence déchirent l'Est du Congo. Les causes immédiates de ces violences remontent au génocide rwandais de 1994, qui a engendré plus d'un million de réfugié·es dans les régions des Nord et Sud Kivu. S'en est suivi une guerre menée par une coalition de plusieurs pays autour de Laurent Désiré Kabila, qui a conduit au renversement de Mobutu et a permis au Rwanda d'évacuer la menace de la présence massive de réfugié·es à sa frontière.

Exploiter et commercialiser les ressources

Les guerres qui ont suivi étaient motivées par l'exploitation et la commercialisation des ressources naturelles des deux Kivus. Aujourd'hui, les violences des groupes armés sont autour du contrôle des ressources minières. Fin janvier, cette guerre a pris un nouveau virage, avec la conquête de Goma par le M23 et des massacres dans la ville. Ce mouvement s'est étendu jusqu'à Bukavu, la capitale de la province du Sud Kivu. La violence exercée sur les civil·es suscite une vive inquiétude et indignation.

Les mouvements sociaux et les organisations ont arrêté leur travail de renforcement des droits et de construction de la société avec leurs membres. À Bukavu et à Goma, les détracteurs des forces d'occupation sont traqués et éliminés.

Soutien

WSM et un certain nombre d'organisations du MOC travaillent depuis plus de 20 ans avec des organisations de la société civile au Kivu. Par solidarité avec les populations du RDC et parce que le droit international et les besoins humanitaires sont prioritaires, nous soutenons :

– La position belge en faveur d'un retrait total des troupes rwandaises du Congo, pour une paix durable en RDC et dans l'ensemble de la région ;
– Les mesures concrètes demandées par la résolution du Parlement européen ;
– L'appel à fournir une aide humanitaire d'urgence.

Les acteurs locaux et internationaux sont appelés à prendre les mesures pour une paix durable dans la région. Après le traumatisme du génocide rwandais, les massacres au Kivu sont inacceptables. Nous ne pouvons rester indifférent·es au nom d'intérêts économiques.

www.wsm.be/actu/il-faut-des-vraies-solutions-pour-l-est-du-congo.html

Les centres d'archives privées, une situation alarmante

Fin février 2025, *Le Soir* a publié une carte blanche intitulée *Le passé a-t-il un avenir en Belgique francophone ?*, qui alerte sur la situation des centres d'archives privées en FWB. Le secteur est le dépositaire de nos histoires individuelles et collectives. Ce texte appelle à préserver ce patrimoine archivistique et à développer une véritable politique de conservation d'archives qui fait toujours défaut. L'enjeu est historique et démocratique.

En septembre 2022, un numéro spécial de *L'Esperluette* intitulé *Quand les archives rencontrent la démocratie* a été publié sur le sujet. *À lire sur www.ciep.be/images/publications/esperluette/2022/Esper113.pdf.*

www.lesoir.be/657195/article/2025-02-22/ carta-academica-le-passe-t-il-un-avenir-en-belgique-francophone

Reportage &

Master universitaire en politique économique et sociale de la FOPES en horaire décalé.

Cette formation pluridisciplinaire s'adresse à des adultes engagés dans la vie professionnelle ou sociale et vous permettra de comprendre les enjeux économiques et sociaux de la société contemporaine, d'analyser les politiques mises en œuvre par les acteurs économiques, politiques et sociaux et d'élaborer avec d'autres des projets et des propositions dans un cadre universitaire. Il est accessible sur base de l'expérience professionnelle (VAE) avec l'ajout d'un module complémentaire de 60 crédits de cours (formation en 3 ans) ou avec un diplôme de bachelier reconnu comme une passerelle ou d'un diplôme universitaire moyennant l'ajout de 15 crédits au programme de cours (formation en 2 ans).

Organisée en horaire décalé à raison d'une journée de cours et une à deux soirées par semaine, la formation permet de combiner vie privée et professionnelle avec un accompagnement spécifique aux adultes en reprise d'études.

Infos et contacts :
https://uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes
010/47.39.07-08
info-fopes@uclouvain.be

Séances d'information en ligne : https://uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes

Le mercredi 11 juin à 18 h
Le samedi 21 juin à 10 h 30
Le mardi 24 juin à 12 h
Le lundi 30 juin à 18 h
Le mercredi 09 juillet à 18 h
Le mardi 19 aout à 18 h
Le mercredi 27 août à 17 h 30

Cours ouverts :

À Liège : mardi 13 mai 2025 de 17 h 30 à 21 h – Espaces Prémontrés (Rue des Prémontrés 40 à 4000 Liège)

À Louvain-la-Neuve : 15 mai 2025 de 9 h 15 à 12 h 45 – BST (Place Pasteur 2 à 1348 Louvain-la-Neuve)

À Charleroi : 3 juin 2025 de 17 h 30 à 21 h – Helha Montignies-sur-Sambre, (Rue Trieu Kaisin 136 à 6061 Charleroi)

Lieu : Centre Sportif à Limbourg
Date : 5 avril 2025, dès 10 h00
Activités : Village animations enfants ; Atelier Choco-Kids; Village associatif ; Expo « cacao-chocolat »
Balade à pied : entre 14 h et 16 h
Soirée : Concert Life music band
Infos et réservation : http://actie.wsm.be/fr/animation-cyclo-choco

100 Years in action des JOC et JOCI

En 2025, le mouvement de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et les JOC belges célèbrent leur 100e anniversaire. Ce jalon marque un siècle d'autonomisation des jeunes travailleur·ses, mais aussi la défense de leurs leurs droits et la promotion d'une vision de justice sociale. C'est également l'occasion d'honorer l'héritage du cardinal Joseph Cardijn, le fondateur de la JOC, et tous les jeunes militant·es. Pourquoi en 2025 ? Bien que le premier groupe de base de la JOC ait été formé en 1912 à Bruxelles, c'est en 1925 que le mouvement a été officiellement reconnu par l'Église. Le centenaire célèbre ainsi la fondation historique et la pertinence actuelle de la mission du mouvement des jeunes dans le monde.

Quelques actions phares

Dans chaque pays, des activités seront organisées au niveau local pour les jeunes.

Commémoration de la fondation de la JOC et ouverture virtuelle : le 12 avril 2025

Une célébration virtuelle permettra aux mouvements jocistes du monde entier, ainsi qu'à leurs ami·es et partenaires, de se rejoindre. C'est le moment initial d'une série d'activités et d'événements organisés précédemment par les mouvements nationaux.
RDV à 14 h, heure de Bruxelles

Célébration des luttes et des espoirs des jeunes travailleur·ses : le 1er mai 2025 à Bruxelles

Une délégation internationale de 80 jeunes issu·es de divers mouvements nationaux se joindra aux membres actuel·les et ancien·nes de la KAJ et de la JOC pour un rassemblement à Laeken. Cette célébration spéciale est prévue à l'église Notre-Dame de Laeken. Les jeunes y exprimeront leurs défis et comment ils·elles y font face dans l'action, le sens qu'ils·elles trouvent dans leur engagement et dans leur adhésion à la JOC.

Le temps fort de la journée est l'inauguration d'une nouvelle exposition, qui présente l'histoire de la JOC, des témoignages de jeunes et d'ancien·nes.

Festival interculturel : le 3 mai 2025 à Saint-Trond

Le festival interculturel accueillera 500 jeunes et ancien·nes de la JOC qui échangeront sur des aspects culturels et écologiques. Des réflexions et des revendications clôtureront la journée.
Lieu : Bautershoven 95, 3800 Sint-Truiden.

Pour en savoir plus :
https://100years.joc.be/fr

France HUART ◆ CIEP communautaire

Un festival de cinéma social dans l'Est du Brabant wallon : regard dans le rétroviseur

Le PIFF ou le *Perwez international Film Festival* (anciennement *Festival du film social Vivre debout*) n'est pas un festival de cinéma comme les autres. Né en 2008, dans l'Est du Brabant wallon, ouvert à tous les publics, il met en lumière une sélection de films belges et étrangers qui questionnent les enjeux contemporains de notre société. Pour Serge Charlier, militant syndical pilier du Festival, «*le Cinéma est un lieu dangereux en raison des risques de projections de navets, mais aussi de bouffées lacrymales, d'atteintes aux émotions, de conducteurs philosophiques, de gommages de cerveaux. Bref le cinéma est un être vivant qui vous scotche au fauteuil et vous fait rêver et réfléchir en Grand Ecran*». Pour sa 18e édition, le PIFF se penche sur la mutation des corps, des sociétés et des écosystèmes[1]. À cette occasion, nous vous proposons de revenir sur les débuts de cette initiative et de mettre en lumière les acteur·rices et partenaires du Festival.

Les premiers pas

La première édition du Festival Vivre debout se déroule en septembre 2008 à Jodoigne. Cette initiative émane du Groupe d'action locale (GAL) de la CSC-FEC à Jodoigne, qui regroupait plusieurs militant·es syndicaux de l'Est du Brabant wallon. En juin 2007, lors d'une réunion animée par Claire Lammerant (alors permanente CSC), Pierre Chaidon (militant syndical, membre Ecolo et passionné de cinéma) «*vient avec l'idée de faire un festival du film social dans le cinéma à Jodoigne. (...) Son idée était de combler le manque d'initiatives culturelles autour des questions sociales dans la région. Il trouvait que faire un festival du film social était une manière d'amener les habitants de la région à se questionner, à s'interroger et poser un regard critique sur des questions liées à la société en général et aux différents enjeux de société au niveau local, au niveau plus large, la solidarité internationale*». Son objectif est de sensibiliser les citoyen·nes aux questions sociales (l'emploi, le chômage, la précarité, les conditions des femmes et les relations Nord-Sud), de les «*amener à la culture*», mais aussi de «*promouvoir et de valoriser un genre méconnu, le cinéma social, comme vecteur d'éducation politique, artistique et citoyenne tout en contribuant à la dynamique de solidarité et d'échange d'une Ville et d'une Région*» tout en «*mettant en avant des films de qualité qui ne bénéficient pas du même confort de distribution que les films de divertissement*». Pierre contacte alors le directeur du cinéma L'Étoile à Jodoigne, un passionné, Alexandre Kasim, qui est d'accord de mettre son cinéma à leur disposition : «*C'était au mois de septembre, une période où le directeur était en congé et le cinéma fermé. Pierre a aussi discuté avec le secrétaire fédéral de la CSC BW, Jean-Marc Sengier, pour voir s'il pouvait nous aider au financement du festival, notamment par la location du cinéma pendant un we*».

Au départ du projet, «*nous étions 4-5 à être les chevilles ouvrières de cette première édition pour se renseigner sur les films, les regarder, en discuter, les sélectionner et organiser la programmation des trois jours*» : «*on se réunissait tous les mois en grand groupe avec l'ensemble des partenaires. Ensuite, nous avons distribué les rôles. À partir du moment où il y a eu des thématiques, nous avons commencé à faire des petits groupes où chacun prenait en charge la recherche de films et comment mener une animation autour de cette thématique*», «*On a recherché des films qui nous semblaient intéressants (...) c'était vraiment les goûts des uns et des autres, des films qu'ils avaient vu et souhaitaient partager avec d'autres dans un débat* (...) *un jury composé de volontaires choisissait à main levée une première sélection parmi une soixantaine de films et documentaires classés par genre, temps et critiques*».

Les réunions ayant lieu dans les locaux du CRABE (centre de formation et d'insertion socio-professionnelle) à Jodoigne, ce dernier devient rapideement partenaire. D'autres ASBL et citoyen·nes rejoignent le noyau initial : Lire et Écrire, la FEC, les Équipes populaires, la CNE, Vie féminine et les Femmes prévoyantes socialistes (actuellement Soralia), Fedasil, L'Espace citoyen d'Incourt, La Porte ouverte, Inform'action, Article 27 et les Magasins du monde Oxfam. Les réunions s'enchainent : un texte fondateur est proposé par Pierre, un site internet par l'Espace citoyen. Au niveau du visuel, un nom et une silhouette humaine noire symbolisent l'invisibilité dénoncée par le Festival.

Au niveau des thématiques sélectionnées, le groupe porteur fait toujours attention de la relier avec « *la ruralité parce qu'on était dans une région rurale. Il y avait aussi un aspect en lien avec la solidarité internationale, (...) et un aspect féministe présents dans la programmation*».

Le programme comprend des films de fiction, des documentaires, des longs et des courts métrages avec chaque jour une thématique différente : les conditions des femmes, les migrations, le monde du travail. La particularité de la 1ère édition : «*nous étions au cinéma L'étoile et qu'à l'époque, c'était encore des bobines de 35 millimètres*».

Soutenue par le Ministère de la Communauté française, le Réseau Action culturelle Cinéma (RACC) et la Ville de Jodoigne, cette édition proposée par des bénévoles attire à Jodoigne en 3 jours près de 500 spectateur·rices.

Pourquoi « VIVRE DEBOUT » ?

Les initiateur·rices du projet ont choisi Vivre debout, en référence aux laissés-pour-compte de notre société traditionnellement invisibilisés, ceux et celles qui ont choisi une posture d'acteur·rice en vivant debout : « *Nous entendons braquer les projecteurs, les micros et les caméras sur les laissés-pour compte de notre société, à travers le cinéma social, mais aussi via des acteurs de terrain de l'Est du Brabant wallon, la région de Wallonie la plus développée, mais dont l'opulence n'est que façade* »[2]. L'idée est de rappeler qu'« *être pauvre en brabant wallon c'est plus difficile qu'ailleurs, la vie y est plus chère, les gens y affichent une certaine richesse (...) la détermination de ne vouloir vivre ni assis, ni à genoux ou couché devant le pouvoir et les évènements* ». Un autre élément est de « *faire un clin d'œil au Grand Jacques* (Jacques Brel), *avec le titre de sa chansons Serait-il impossible de vivre de debout ?* ».

En marge du Festival

Dès 2008, en parallèle aux projections cinématographiques, un programme varié est proposé aux spectateur·rices comportant des moments de débats avec des réalisateurs, des témoignages (de sans-papiers en 2008) et des animations culturelles. Au fil des 18 éditions, on y retrouve des expositions, notamment celle réalisée par de personnes porteuses de handicap (2009), les photos de Véronique Vercheval *Les artistes palestiniens* (2011), les affiches des stagiaires en infographie de l'AID (2013 et 2014), *Le mur aux 100 portraits* (2017) ; des pics-niques ou goûters bio ; des spectacles de marionnettes ; une promenade dans le cadre des Journées du patrimoine ; des ateliers artistiques, sur la problématique du logement avec des stagiaires en insertion (2011). Des tables-rondes *Place publique* ou des débats sont organisés pour « *offrir l'opportunité d'entrer dans les coulisses du cinéma et d'échanger avec les créateurs* », comme *Un logement accessible à tous dans l'Est du Brabant wallon, une utopie ?* (2011) ou *Démocratie locale, quelle participation citoyenne dans l'Est du Brabant wallon ?* (2012), *Trafic de viande : le circuit commercial en Europe* (2013) ; des évènements spéciaux pour « *dénoncer le racisme structurel, aborder les préjugés quant aux personnes d'origine étrangère* » (2024) ; des concerts qui « *transportent les spectateurs dans l'univers de la métallurgie liégeoise, mêlant musique et images d'archives* » (2025) ; des animations citoyennes comme *l'Escape game* de la CSC Diversité (2025) pour « *se dépolluer des idées d'extrême-droite* », des cafés-philo, des spectacles. En 2008, « *en lien avec la thématique de la personne handicapée, un parcours en chaise roulante a été conçu. Le CRÉHAM* (centre d'expression artistique pour personnes handicapées mentales situé à Liège) *est venu avec un groupe. Ils ont dansé sur la grand place, joué de la musique. Les agriculteurs ont distribué du lait. Une association a proposé de faire des potages à partir de légumes locaux, bio* ».

Une seconde édition « rock'n'roll »

En 2009, Serge Charlier, militant de la CSC, rejoint le groupe organisateur pour la 2e édition. Sous la houlette de Pierre et de Claire, « *un fil rouge se déclinait chaque année de différentes façons* ». En 2009, trois thèmes à l'affiche : Emploi en crise ? ; Sensibilisation à la personne handicapée et la Ruralité.

Des citoyen·nes et une vingtaine d'associations locales et régionales les rejoignent : FORABRA-FGTB, Notre maison (centre pour personnes handicapées), le Centre culturel et la bibliothèque de Perwez, Habitat et Participation, le CNCD, WSM, la Ligue des droits de l'homme, etc.

Pour Claire Lammerant, cette seconde édition a été « *la plus rock & roll* » : « *Nous étions très nombreux et on a eu un chapiteau. Il a fallu trouver des scouts pour dormir dans le chapiteau la nuit parce qu'il fallait une surveillance. C'était le plus le plus rock and roll, mais le plus passionnant aussi. Je me souviens que*

nous avions eu des toilettes sèches. C'était la folie : on avait même déroulé un tapis rouge pour aller de la place de Jodoigne jusqu'au cinéma. C'était quelque chose de fou avec des petits moyens. Je pense que ça reste mon meilleur souvenir du Festival (...) C'était aussi l'angoisse, car le projectionniste n'était jamais pressé. Parfois les gens étaient devant le cinéma et le projectionniste arrivait à la dernière minute. C'était stressant, mais en même temps c'était très gai, parce que plein de gens s'étaient impliqués».

En 2011, quittant la CSC pour devenir secrétaire fédérale du MOC Brabant wallon, Claire Lammerant «*emporte dans ses poches le Festival*», qui est alors pris en charge par des animateur·rices du CIEP (notamment Perrine Detober et Isabelle Somville jusqu'en 2025). Au fils des années, en fonction des thématiques et des réalités de terrain, d'autres partenaires se sont asssociés au projet : Mode d'emploi (VF), l'AID Brabant wallon. Aujourd'hui, les partenaires sont nombreux.

Ouverture aux écoles et aux jeunes

Dès sa création, les organisateur·rices ont une attention tout particulière aux publics scolaires et de l'insertion. Des séances sont programmées pour les enfants des écoles primaires et secondaires de Jodoigne (puis de Perwez). Pendant les heures scolaires, des films sont projetés en lien avec les thématiques abordées, comme *La vague* en 2009.

En 2014, Pontien Kabongo, militant associatif et animateur au CEFOC croisant éducation permanente et jeunesse, s'est engagé «*à fond*» dans ce Festival, car «*les thèmes du festival correspondaient aussi aux questions sur lesquelles il travaillait comme la transition, la gratuité, l'écologie...*». Très vite, sa préoccupation était d'impliquer les jeunes dans la conception et devenir des acteur.rices de l'événement. Pour Pontien, «*le Festival était une autre manière d'aborder les questions de sens avec un large public mais surtout avec les jeunes*» (Marina Mirkès, son épouse).

«*Le Festival se fait à Perwez là où se trouve l'école; il traite de questions sociales; les jeunes sont directement concernés. Ils doivent être partie prenante, sinon le Centre culturel passe à côté de sa mission. Bien sûr, ce ne sont pas les seuls qui sont impliqués (..). Par ailleurs, cela correspond à l'approche de l'école da Vinci et à son projet pédagogique. Il fallait juste trouver comment et avec qui développer le projet*» : des contacts sont pris avec certain·es enseignant·es du Collège da Vinci, notamment Jehanne Bruyr, professeure de français. L'école fonctionne selon le système pédagogique P90 : «*les cours sont organisés par tranches de 2 "heures" de 45 minutes, soit 90 minutes, et 4 blocs par jours. Les 10 minutes "perdues" étaient regroupées au dernier bloc du jeudi pour des ateliers transversaux et interclasses*», culturelles, sportives ou éducatives.

En septembre 2022, un partenariat est initié avec le Collège. Des élèves de 5e rénové participent au projet. «*Pendant cet atelier, les jeunes se sont mis dans le rôle de "programmateurs" : ils sont partis en prospection, ont brainstormé sur la thématique annuelle, sélectionné des films, argumenté leurs choix. Ils se sont écoutés, entendus, ont été d'accord ou n'ont pas approuvé, mais tous se sont rassemblés et respectés. Ces 3 films, c'est le fruit de leur consensus. 15 jeunes se sont mobilisés pour proposer à leurs pairs des films de qualité, qui les feront réfléchir, grandir et vivre debout !*»

Des stars comme soutiens

La persone handicapée est le thème sélectionné en 2009 : Nele Paxinou (comédienne, réalisatrice, fondatrice des *Baladins du Miroir* et aussi militante de la personne en situation de handicap) est invitée comme marraine du Festival : «*Il a fallu trouver tout un système pour l'amener parce que les pavés de Jodoigne ne se prêtent pas aux chaises roulantes, et pour la mettre en évidence sur le podium. Elle a rigolé en disant : «Voilà,*

je suis très heureuse mais je trouve assez paradoxal d'être la marraine d'un festival qui s'appelle Vivre debout». L'acteur belge en situation de handicap qui joue dans le film *Le 8e jour*, Pascal Duquenne est aussi invité cette année-là.

Avec le changement de nom, un système de parrainage est mis en place en 2024 pour soutenir le PIFF de sa notoriété. Le chanteur belge Marka en sera le premier parrain ; en 2025, avec le Québec mis à l'honneur, c'est l'humoriste et animateur belgo-québécois Dan Gagnon qui remplit ce rôle.

D'autres célébrités accompagnent le Festival, notamment les réalisateur·rices présent·es ou avec *La semaine des 5 heures du cinéma* animée par le chroniqueur Hugues Dayez et l'animateur radio Rudy Leonet (2025).

Le Centre culturel de Perwez, un nouveau partenaire local

Pour la 3e édition, le Festival quitte Jodoigne pour le centre culturel de Perwez, Le Foyer. Les raisons de ce déménagement sont essentiellement organisationnelles : «*le festival avait lieu au mois de septembre et tombait en même temps que d'autres festivités. Les organisateurs trouvaient que c'était mieux d'être à un autre moment, au printemps. Mais le directeur du cinéma ne voulait rien savoir (...) Donc on a alors commencé à prospecter d'autres endroits pour faire ce festival*». Marie Bauwens, chargée de projet au Foyer, accepte la proposition des organisateurs de Vivre Debout. Le festival, par ses thématiques sociétales fortes et son format participatif, correspond pleinement aux missions du centre culturel : favoriser l'éveil critique et encourager le dialogue au sein de la communauté. Il s'agit également d'une opportunité unique d'enrichir la programmation du centre avec un événement culturel de qualité, tout en contribuant à une réflexion collective sur des enjeux contemporains. Frédéric Clautier (projectionniste puis chargé de projets et cinéphile au Foyer, permanent au CIEP BW depuis juin 2024) se souvient des «*convictions pour les thématiques proposées par chaque édition, des rencontres artistiques, cinéphiles, et perwéziennes. Et aussi de l'enthousiasme de l'équipe organisatrice*».

Une collaboration Win-Win pour les deux partenaires, qui « *a renforcé la notoriété du CC en tant qu'acteur culturel engagé. Elle a permis d'élargir notre réseau de partenaires, de diversifier nos activités et de sensibiliser nos équipes aux enjeux traités dans le cadre du festival*». Les créateur·rices de Vivre debout y voyaient aussi pas mal d'avantages : «*l'animatrice du centre culturel nous soutenait beaucoup ; elle a aidé le groupe à avancer, à prendre ses décisions. C'était un soutien précieux d'avoir quelqu'un de salarié dont c'était le métier d'animer des activités culturelles*» ; ce partenariat «*apporte une synergie enrichissante qui met en commun des idées, des ressources et des compétences, ce qui donne la richesse du festival. C'est aussi une connexion vers un réseau élargi avec d'autres structures culturelles, sociales et éducatives. Donc une visibilité maximale via les médias nationaux et locaux, les différentes partenaires*».

Jusqu'en 2023, le Foyer s'est impliqué dans la logistique et la technique de l'événement en mettant à disposition le bâtiment, le matériel (projection et matériel son et lumière) et la logistique (les entretiens, le personnel, le bar...). Devenu chargé de projet en 2023, Frédéric Clautier co-organise l'édition avec le CIEP et renforce le professionnalisme du festival : «*Une édition de renouveau (un nouveau nom ; le PIFF, 7 jours au lieu de 3, un parrain/marraine, une attachée de presse, des nouveaux partenaires) est mise sur pied, pour renforcer la synergie des partenaires, la visibilité (médias nationaux et autres que locaux), pour attirer un public nombreux et varié,...*».

Un « Festival à petit budget »

Au niveau financier, c'était un « *Festival à petit budget* », surtout soutenu par la CSC Brabant wallon, qui « *mettait un montant de 4000 €, ça représentait quand même un montant à l'époque (...) avec des contributions d'autres partenaires, comme FORABRA et le CRABE qui ont participé soit en donnant de l'argent, soit dans les frais d'envoi postal des invitations. Il y a eu toujours eu des aides de ce type-là. Puis après, le CIEP-MOC est intervenu pour financer les activités. Avec ces moyens là, on arrivait à boucler le budget. Il y avait bien sûr les rentrées pour les films: le bar, la petite restauration. En tout cas ça devait être neutre en termes de couts* ».

Les organisateur·rices ont essayé de faire reconnaitre Vivre debout comme festival : « *Serge et moi, nous sommes allés devant la Commission pour le cinéma de la Fédération Wallonie Bruxelles (...) pour défendre la cause du Festival Vivre debout. On nous a bien écoutés, on nous a posés quelques questions, puis nous sommes repartis. On a attendu quand même plusieurs mois avant d'avoir la réponse négative : 'Vous n'êtes pas un festival du film. Vous faites de l'animation socioculturelle !'* ».

Vivre debout devient PIFF

En 2024, après réflexion, le festival Vivre debout change de nom et devient le PIFF (*Perwez International Films Festival)*. Il dispose d'une nouvelle identité visuelle (nouveau logo et charte graphique), avec plus de films et de jours, davantage d'animations. « *Derrière cette métamorphose apparente, l'ADN profondément ancré du Festival demeure inchangé* », avec toujours sa mission initiale : proposer des films citoyens et engagés autour d'une thématique sociétale pour débattre.

Bonne et longue vie au PIFF.

1. Voir https://piff.be/
2. *Vers l'avenir,* 19 septembre 2008, p. 7.

Cet article a bénéficié de témoignages de nombreux acteurs et actrices du PIFF Merci à eux et elles.
Une version complète de l'article avec tous les témoignages est disponible en ligne sur www.ciep.be/

Le Musée du Capitalisme à Liège

Avec déjà plus de 20.000 visiteurs, cette expo itinérante vulgarise le fonctionnement du système économique et permet de mieux le comprendre tout en créant un espace dynamique de débat et de réflexion, avec quatre thématiques centrales : Origines, Espoirs, Limites, Alternatives.

Une réelle opportunité pour ouvrir le débat, dans un cadre dynamique et ludique !

Dates : jusqu'au 19 avril 2025
Lieu : Centre Liégeois du Beau-Mur (Rue du Beau Mur 48, 4030 Liège
Infos : https://mocliege.be/ciep/le-musee-du-capitalisme-sinstalle-a-liege/
Visite sur réservation : CIEP-MOC Liège **Tél. :** 0467/89.26.21 **Mail :** liege@museeducapitalisme.org

EN BREF

Noémie WINANDY ◆ Action Vivre Ensemble

Quand la détresse est partout : liens entre précarité et santé mentale

En situation de précarité, lorsque chaque jour constitue une lutte pour vivre dignement, souffrir de troubles mentaux représente une double peine. Comment se soigner quand le simple fait de se nourrir ou de se loger est problématique ? Comment prendre soin de soi quand le quotidien est lourd d'incertitudes ? Qui plus est au sein d'une société néo-libérale où la performance et la consommation sont des valeurs dominantes...

Lever le voile sur les troubles mentaux vécus dans la précarité a conduit l'Asbl Action Vivre Ensemble à explorer leurs liens intrinsèques, comprendre comment ils s'influencent, mais également comment ils s'entretiennent l'un et l'autre. C'est ce que propose l'étude *Quand la détresse est partout. Regards sur les liens entre précarité et santé mentale* attachée à la campagne. Structurée autour de trois mots-clés : Précarité, Inégalités et Vulnérabilité, qui constituent chacun un chapitre. Elle pose les bases d'une réflexion à double sens : *comment une dépression peut mener à la précarité* et, à l'inverse, *comment une situation de pauvreté peut mener à un isolement social et psychique* ?

Précarité

L'état psychique d'une personne semble trop souvent se résumer à une question de volonté. Postulat largement représenté au sein de notre société, cette carence désignée comme cause stigmatise et culpabilise un public déjà bien fragilisé. Les problèmes de santé mentale touchent toutes les classes sociales et peuvent avoir une origine génétique ou survenir lors de difficultés ou d'accidents de la vie (rupture ou deuil). Cela étant dit, santé mentale et précarité économique restent fondamentalement liées : une santé mentale défaillante peut mener à la pauvreté tout comme les difficultés financières et l'exclusion sociale ont un impact sur la santé mentale. « *C'est la violence des conditions dans lesquelles les personnes vivent, c'est le "trop peu de tout" constamment. C'est une violence sur la durée qui maintient un état de fatigue et de survie permanente* »[1]. Ces phrases issues de la dernière étude de Vie féminine ne pourraient pas être plus justes... Être dans une situation de précarité épuise physiquement mais surtout mentalement.

La corrélation entre santé mentale et précarité a depuis longtemps été établie : le lien entre le niveau de revenus et le risque de développer des troubles mentaux relève plus du constat que de l'interrogation. Une personne en situation de pauvreté a entre 1,5 et 3 fois plus de risques de développer des signes de dépression ou d'anxiété[2]. Est-ce la pauvreté qui cause la dépression ou est-ce la dépression qui contribue à la pauvreté ? Le rapport est bidirectionnel : « *il s'agit d'un cercle vicieux qui fait que les facteurs qui entourent la pauvreté causent des troubles psychiques, notamment dé-*

pression et anxiété, et que, en retour, la dépression et l'anxiété sont un handicap pour sortir de la pauvreté»[3].

Afin de tenter de comprendre comment les conditions de vie influencent notre état mental, nous nous sommes penchés sur les déterminants sociaux, c'est-à-dire les facteurs socio-économiques qui influencent notre santé. L'un des plus courants est, sans surprise, le logement qui a un impact énorme sur notre santé, qu'elle soit physique (problèmes respiratoires ou maladies infectieuses en cas de logement insalubre par exemple) ou mentale. Ne pas avoir de logement décent, être sur le point d'être expulsé·e ou être face à des marchands de sommeil, constituent des situations excessivement stressantes et anxiogènes. Dans une situation de pauvreté, les logements accessibles sont généralement ceux qui ne sont pas isolés, en mauvais état, pollués et bruyants. Le milieu social conditionne aussi largement notre état de santé : lorsqu'une personne vit dans la pauvreté, elle court beaucoup plus de risques de tomber malade. L'insécurité financière, conséquence d'un chômage de longue durée par exemple, peut avoir des effets catastrophiques sur la santé mentale en augmentant le risque de dépression, de stress et d'anxiété. Les douleurs chroniques, non ou mal soignées, faute de moyens, augmentent l'irritabilité et ouvrent la voie au développement de troubles mentaux. Le niveau d'éducation impacte notre état physique et mental, car il influence notre degré de littératie[4] en santé qui permet d'améliorer notre compréhension des procédés quels qu'ils soient, notamment dans l'accès aux soins. Le dernier déterminant social exploré est la question du genre. En effet, face aux différentes institutions, c'est souvent la femme qui se retrouve à effectuer les démarches, responsable donc d'une charge mentale d'autant plus lourde en situation de précarité. Les femmes migrantes constituent un public particulièrement fragile, au croisement de plusieurs discriminations (genre, origine, migration). Elles doivent faire face à un parcours d'exil traumatisant qui inclut trop souvent des violences sexuelles et mène à des chocs post-traumatiques peu traités, voire non reconnus.

Ainsi, l'accumulation de ces différents facteurs influence directement les conditions de vie et peut mener à l'exclusion sociale. Considérée souvent comme « le début de la fin », l'exclusion sociale s'accompagne de « *la perte du sentiment d'être un humain reconnu* »[5]. Un individu isolé signifie perte du lien social, élément fondamental qui nous rattache à une société. Comme le réseau social influence grandement l'état psychique d'une personne, se sentir à la marge aggrave les risques de troubles mentaux et s'ajoute au problème de privation matérielle souvent déjà présent[6].C'est pour lutter contre cette exclusion que l'ASBL Revers, qui a illustré l'étude, travaille à la réinsertion de personnes souffrant de troubles mentaux à travers la pratique d'activités culturelles et artistiques qui permettent la création d'un nouveau lien social par la rencontre avec les autres participant·es mais également la restauration d'une confiance en soi et en ses capacités.

« *Revers protège mon mercredi matin, car ainsi je ne reste pas chez moi, en plan, à ne rien faire (...). Revers m'aide car j'adore écrire et ici, c'est ce que je fais (...)., je me sens protégée à Revers car j'ai une occupation deux fois la semaine (...) je découvre et apprends des choses que j'aime faire, comme la photo, le théâtre (...) cela m'occupe l'esprit et je déprime moins (...), à Revers je dessine et cela me protège (...) ça me détend (...)* »[7]. Dans ces témoignages transparaisssent non seulement l'importance de la reconnaissance d'être et d'exister au sein d'un groupe, qui permet de quitter la « marge », d'accomplir des choses, mais également le besoin de se sentir « protégé·e ».

Inégalités

Très vite, le rôle que joue notre société moderne s'est révélé central dans l'analyse des causes de précarité et de détresse mentale. Nous vivons dans une société dans laquelle perdre pied n'est pas permis et où les troubles mentaux sont renvoyés à une échelle individuelle... Le modèle néolibéral adopté fait en sorte qu'il y a toujours cette idée de performance en filigrane de nos vies. La stigmatisation courante des troubles mentaux achève de culpabiliser un public en perte de repères et vivant dans une détresse matérielle. Pourtant notre psychisme est fortement influencé par des éléments hors de notre contrôle, comme le fait de vivre dans une société aux fondements inégalitaires. Certains facteurs, comme la discrimination ou le racisme, qui touchent majoritairement des personnes en situation de précarité, aggravent les problèmes de santé mentale. Les troubles mentaux sont fondamentalement liés aux problèmes que traverse notre société et sont aggravés par des inégalités structurelles qu'un modèle néolibéral entretient. En plus de conséquences néfastes à titre individuel, les inégalités nuisent particulièrement à la cohésion sociale et aux relations humaines : « *Plus [une société] s'éloigne de l'égalité et du partage, plus elle inculque à ses membres que chacun doit se débrouiller tout seul* »[8].

En 2022, en Wallonie et à Bruxelles, plus d'une personne sur trois a renoncé à des soins médicaux par manque d'argent ou à cause de la complexité des démarches à entreprendre. Dans une situation de souffrance mentale, la moindre démarche peut être vécue comme insurmontable. À cela s'ajoute parfois la barrière de la langue, mais aussi très souvent la fracture numérique. Depuis le Covid, beaucoup de services publics ont été dématérialisés et sont seulement accessibles numériquement. Cette digitalisation a augmenté le nombre d'exclu·es mais aussi le non-recours au droit de se soigner. Notre pays, dans ses institutions et dans ses partages de compétences entre les différents niveaux de pouvoir, est compliqué et cela représente un obstacle supplémentaire à l'accès aux soins. La Réforme Psy 107, lancée en 2010 pour les soins de santé

mentale des adultes, travaille dans une démarche d'amélioration d'accès aux soins. Depuis 2015, elle concerne également les enfants et adolescent·es. Son objectif est de rendre les soins plus accessibles en passant par une désinstitutionalisation des soins de santé mentale, grâce notamment au renforcement de l'ambulatoire. Dans le sillage de cette réforme, une convention a été signée entre l'INAMI et les réseaux de soins de santé mentale pour améliorer et renforcer les soins psychologiques de première ligne. Un budget de 165 millions d'euros par an avait été alloué pour la première phase (2021-2023) et le budget dédié à la deuxième phase (2024-2026) s'est vu augmenter de 54 millions d'euros. La gratuité des soins psychologiques de première ligne jusqu'à l'âge de 24 ans fait partie des mesures phares mises en œuvre au sein de cette réforme et soutient son objectif de prévention : déceler plus rapidement les signes de mal-être et proposer des interventions de courte durée avant leur possible aggravation. Malgré les montants colossaux investis, cette réforme est critiquée par les professionnel·les du secteur, notamment à cause de la réduction de lits en hôpitaux psychiatriques. Des personnes aux troubles mentaux sévères sont alors renvoyées vers les CPAS ou d'autres structures équivalentes, faute de places en hôpital. Face à ces cas psychiatriques, les travailleur·ses sociaux se sentent dépassé·es. Force est de constater que le système de soins en santé mentale tel qu'organisé aujourd'hui ne parvient pas à empêcher l'aggravation et la multiplication des situations de précarité et des troubles mentaux qui y sont liés.

Vulnérabilité

Face aux inégalités, la jeunesse est un des publics les plus vulnérables, particulièrement la petite enfance qui n'a aucun contrôle sur la vie ou sur ce qu'elle réserve. Comme la trajectoire d'une vie se dessine très tôt, les premières années sont primordiales tant au niveau de la santé mentale que de la santé physique. La petite enfance constitue donc une période déterminante et les événements qui s'y déroulent peuvent impacter pour toujours un parcours de vie. À l'instar des adultes, les facteurs environnementaux peuvent favoriser le développement de troubles mentaux chez l'enfant. Leur origine peut être d'ordre génétique (une vulnérabilité mentale peut se transmettre) ou des événements traumatiques passés peuvent influencer la manière dont le cerveau va se développer. Pour Bernard de Vos, Délégué général aux droits de l'enfant entre 2008 et 2023, « *la qualité de la vie et le vécu quotidien des enfants avant leur entrée dans l'enseignement obligatoire conditionnent ce qu'ils deviendront. De nombreuses études convergentes ont démontré que la qualité de l'éducation reçue, la stimulation aux apprentissages et la sécurité affective dont bénéficie l'enfant durant ses premières années orientent sans conteste son développement général (...), l'enfant en grandissant, portera toujours le poids des premiers apprentissages naturels réalisés dans des conditions qui ne sont pas idéales. Les inégalités les plus puissantes, les plus destructrices, les plus lourdes à endurer sont les inégalités d'origine, les inégalités de destin, les inégalités à la naissance. Et pour espérer en venir à bout, il faut impérativement agir dès la petite enfance* »[9]. Agir dès la période de la petite enfance est absolument primordial dans la lutte contre les inégalités. C'est pourquoi, plus que n'importe quel autre public, les enfants doivent recevoir ce dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin.

S'attaquer aux inégalités

Nous ne naissons définitivement pas tous et toutes égaux ou égales en droits. Milieu social défavorisé, inégalités qui se transmettent de génération en génération... Si l'on ajoute à ce lourd bagage un système de soins complexe et la conditionnalité des aides, beaucoup de personnes marginalisées se retrouvent dans une grande détresse matérielle et mentale. Parmi les revendications et constats de l'étude, nous évoquerons les suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS...

Pour découvrir l'étude *Quand la détresse est partout. Regards sur les liens entre précarité et santé mentale* dans son intégralité gratuitement : https://vivre-ensemble.be/publication/etude-2024/ ou en version papier sur commande via info@vivre-ensemble.be

– Être en bonne santé n'est pas uniquement une question de chance. La santé mentale est liée aux conditions de vie et c'est pour cela qu'il faut agir en amont sur ces conditions de vie en réduisant les inégalités.

– La complexité institutionnelle de notre petit pays et les partages de compétences liés aux différentes réformes de l'État constituent de véritables obstacles à l'accès aux soins. La gestion de la santé mentale demande une approche globale et multisectorielle.

1. *À notre santé ! Balises pour une définition féministe et inclusive*, Étude 2024, Vie féminine, p. 23.
2. *Santé mentale : carrefour des inégalités*, *Santé & Société*, n° 8, janvier 2024, p. 52.
3. *Santé mentale : carrefour des inégalités*, *Santé & Société*, op. cit.
4. La littératie en santé est « *la capacité d'un individu à trouver, à comprendre et à utiliser l'information santé de base, les options de traitement qui s'offrent à lui et à prendre des décisions éclairées concernant sa propre santé* » (Collectif, *Livre blanc sur l'accès aux soins en Belgique*, INAMI, 2014, p. 14.).
5. Marianne PRÉVOST, « *La souffrance psycho-sociale : regards de Jean Furtos* », *Santé conjuguée*, n° 48, avril 2009, p. 80.
6. Anouk BILLIET et Véronique TELLIER, « *Mesurer le lien entre santé mentale et précarité* », *Confluences. Revue de l'Institut wallon pour la santé mentale, Dossier : Dans la rue*, n° 25, décembre 2010, p. 31.
7. Témoignage issu de Véronique RENIER et Olivier CROUFER, *Protéger : de la maison-institution aux cellules de Louise Bourgeois*, Centre Franco Basaglia, 2014, p. 5.
8. Richard WILKINSON, cité dans *Santé mentale : carrefour des inégalités op.cit.*
9. Maxime. RÉSIBOIS, Anne-Catherine RASSON, Nicolas JACQUET et Marie LAMBERT, *La santé mentale de l'enfant dans les 30 premiers mois : plaidoyer pour une prise en charge ambitieuse, globale, universelle et inconditionnelle des familles*, ONE, 2022, pp. 25-26.

Dates à épingler

Les Formations du CIEP

Pratiquer l'entrainement mental

Dates : 15, 19 et 23 mai, 2 juin 2025 de 9 h à 17 h
Lieu : La Casserole (Rue de l'Avenir, 3 à Namur)

Éducation permanente et jeux de société

Dates : 22 et 05 mai 2025 de 9 h à 17 h
Lieu : Namur

Comprendre le jeu dans lequel on joue

Dates : 20, 22 et 26 mai 2025 de 9 h à 17 h
Lieu : Centre l'Ilon (Rue des Tanneries, 1 à Namur)

Évaluer pour évoluer dans un processus d'éducation permanente

Dates : 14 mail et 4 juin 2025 de 9 h à 17 h
Lieu : Namur

Infos sur le catalogue des formations CIEP : www.ciep.be/index.php /2012-11-29-08-08-12/catalogue-formations-2023-2024

SOIRÉE CINÉ-PALESTINE : RÉSISTANCE PAR LA CULTURE ET LE CINÉMA

Date : 3 avril 2025 à partir de 18 h 30
Lieu : Foyer socioculturel d'Antoing
Infos : https://moc-wapi.be/Palestine-Resistance-par-la-culture-730

L'ACTION COLLECTIVE EN TRAVAIL SOCIAL

Date : 3 avril 2025 de 13 h 30 à 16 h 30
Lieu : Helmo (Rue d'Harscamp 60, 4020 Liège)
Infos : www.helmo.be/fr/agenda/esass/form

FAKE NEWS : PLEIN NOS POUBELLES !

Date : 3 avril 2025 de 19 h 45 à 22 h 30
Lieu : Mutualité chrétienne (Bd des Archers 54, Nivelles)
Infos : Équipes populaires Brabant wallon Jeremy Alcantara
Mail : alcantara@equipespopulaires.be

LE GENRE DANS LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES DU SECTEUR SOCIAL-SANTÉ

Date : 4 avril 2025 de 9 h à 15 h 30
Lieu : Pianofabriek (rue du Fort 35, 1060 Saint-Gilles)
Infos et inscription : https://questionsante.org/realisation/genre-en-social-sante-quelle-prise en-compte/

HOMMES : ENCORE UN EFFORT

Date : samedi 5 avril 2025, de 19 h à 22 h
Lieu : Quatre Quarts (Rue Émile Henricot 61, Court-Saint-Étienne)
Contact : Équipes Populaire Brabant wallon Marie Mauhin – mauhin@equipespopulaires.be

MANIFESTATION POUR LE DROIT AU LOGEMENT ET À LA VILLE

Date : 6 avril 2025
Lieu et heure à confirmer
Contact : Équipes populaires Bruxelles Olivier Dubin
Tél. : 0485/86 79 07

COLLOQUE FEMMES EN RÉSISTANCE

Date : 8 avril 2025 de 10 h 30 à 17 h
Lieu : Université de Namur, L21
Inscription : CSC Faustine Grevesse.
Mail : faustine.grevesse@acv-csc.be

NOS DROITS SOCIAUX ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES EN DANGER ?

Le gouvernement De Wever met-il en péril les acquis sociaux et les libertés ? Café citoyen pour décrypter ces changements.

Date : 9 avril 2025 de 13 h à 16 h
Lieu : Équipes Populaires Luxembourg (Rue Victor Libert 26A, Marche-en-Famenne)
Infos : Tél. : 0472/73.79.18

LA POSTURE DES ASSOCIATIONS FACE À LA VAGUE DE L'IA

Date : 11 avril 2025 de 9 h à 12 h 30
Lieu : Fédération Wallonie Bruxelles (Auditoire 601 Bd Léopold II 44, 1080 Bruxelles)
Infos et inscription : www.cesep.be/education-permanente/partenariats/open-minds/#presentation-public

DU VERT DANS LA SANTÉ !

Colloque sur la transition écologique dans les soins de santé en Wallonie, rencontres et ateliers

Dates : 11 et 12 avril 2025 de 8 h 30 à 16 h
Lieu : La Pairelle (rue Marcel Lecomte 25, 5100 Wépion)
Inscription : Therra ASBL Tél. : 0473 66 43 15
Mail : contact@therra.be
Programme : https://therra.be/colloque/

PROJECTION-DÉBAT DU DOCUMENTAIRE BRISER LES MURS ET L'INTERVENTION SOCIOCULTURELLE EN PRISON

Date : 14 avril 2025 de 14 h à 18 h
Lieu : Théâtre de Poche (Chemin du gymnase 1A, 1000 Bruxelles)
Inscription : https://shop.utick.net/?pos=BXLLAIQUE&module=CATALOGUE

JUSTICE « PRÉDICTIVE » EN BELGIQUE : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Date : 14 avril 2025 de 18 h 30 à 21 h 30
Lieu : DK (rue du Danemark 70 B, 1060 Bruxelles)
Infos : www.liguedh.be/rencontre-14-04-25-police-predictive-en-belgique-ou-en-sommes-nous/

QUAND L'HUMOUR RENCONTRE LA DÉFENSE DES TERRES

Master Class Manon Lepomme et Occupons Le Terrain

Date : 15 avril 2025 à 20 h
Lieu : Cité Miroir (Place Xavier Neujean, 4000 Liège)
Infos et réservation : www.citemiroir.be/agenda

EXTRÊME-DROITE : METTRE FIN À L'APPEL D'AIR

Date : 15 avril 2025 à partir de 18 h
Lieu : Maison des droits humains (Bd Léopold II 53, 1080 Bruxelles)
Inscription obligatoire
Infos : www.liguedh.be/rencontre-extreme-

La FOPES Fête ses 50 ans

« FORMER POUR TRANSFORMER : LA FOPES, LEVIER DES LUTTES SOCIALES »

Date : le 15 mai 2025 à partir de 13 h 30
Lieu : Louvain-la-Neuve !
Programme détaillé et inscription : www.uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes/news/la-fopes-fete-ses-50-ans